



www.apdcg.org

Association des Professeurs
des Diplômes de
Comptabilité et de Gestion

Lettre N°50

Mars 2015

Sommaire

Éditorial	2
Compte-rendu du bureau du 29.11.2014	5
Compte-rendu des épreuves du DSCG	9
Bilan de la session 2014 du DSCG	17
Compte-rendu de la réunion IGEN	25
Compte-rendu de l'AG de l'APEG	29
Visite guidée de l'espace enseignant du site de l'APDCG	31
Veille documentaire : réglementation relative aux examens	33
Revue de presse	39
Correspondants par thème	56
Conseil d'administration 2014 - 2015	58
Journée de formation du 05.06.2015	59
Procédure d'adhésion 2015-2016	60

L'APDCG se finance essentiellement grâce aux cotisations de ses membres. Si un collègue non-adhérent à l'APDCG souhaite accéder à cette ressource, demandez-lui de rejoindre notre association. Un bulletin d'inscription est disponible à la fin de cette lettre et sur le site www.apdcg.org

Éditorial

Cette Lettre porte le n° 50. Cela témoigne d'une action qui s'inscrit dans la durée. La 1^{ère} lettre a été éditée en septembre 1998. Le président de l'APDECF, Michel LE POUL, écrivait dans l'éditorial : « *Moyen de communication et d'échange cet outil sera tout d'abord au service des adhérents. Mais pas exclusivement : il doit aussi faire connaître l'Association et diffuser ses points de vue en direction de l'ensemble des collègues, du Ministère, de l'OEC...* ».

17 ans après, nous pouvons affirmer que la lettre a rempli ses objectifs et illustre la place de l'APDCG comme force de représentation des enseignants en classes préparatoires au DCG. Tourner les pages des 50 lettres de notre association rappelle l'investissement des CA successifs qui ont bénévolement représenté notre communauté. Nous pouvons nous féliciter de cette implication et du soutien répété des adhérents durant toutes ces années.

D'autres leviers ont été ensuite retenus pour promouvoir notre association et la filière de l'expertise comptable comme le site Internet. Le nouveau site de notre association a été conçu dans la continuité de la brochure de présentation de la filière et de ses débouchés, éditée en 2010. Nous travaillons actuellement à la promotion du site afin de gagner en visibilité sur la toile. Il est important d'y veiller afin que les classes préparatoires au DCG soient davantage connues et les établissements publics où elles sont proposées mieux identifiées par les jeunes et leurs parents.

L'accès à notre site doit pouvoir se faire directement mais également indirectement à partir de sites institutionnels afin qu'il soit visité par le plus grand nombre d'internautes. La qualité de ce dernier soulignée par l'Inspection Générale, l'OEC, la CNCC, nos partenaires éditeurs, etc. nous permet d'espérer un référencement à la hauteur de l'investissement des membres du CA et des anciens élèves qui ont accepté de témoigner. Que tous en soient ici remerciés.

Si vous souhaitez que des témoignages de vos anciens étudiants soient mis en ligne, n'hésitez pas à nous contacter. Il nous apparaît souhaitable de diffuser des messages émanant des différents établissements où nos formations sont proposées. Le succès des étudiants dans notre filière doit être mis en avant. C'est la meilleure façon d'assurer la promotion de nos classes.

Toutefois, pour maintenir un nombre de diplômés du DCG suffisant, nous devons tenir compte de la baisse du recrutement complémentaire en deuxième année et des incertitudes liées à la réforme du BTS CGO à la rentrée 2015. Il nous apparaît donc souhaitable de réaliser une étude des causes d'abandon ou de réorientation de nos étudiants afin d'analyser la situation et poursuivre la réflexion déjà initiée dans l'atelier conduit lors de la dernière AG pour éviter un effritement de nos effectifs.

Nous vous remercions par avance de compléter l'enquête de suivi des effectifs de vos classes avec le plus grand soin afin que lors de la prochaine AG, nous puissions avancer ensemble sur ce sujet lors des ateliers en s'appuyant sur la synthèse de vos réponses.

Soucieux du devenir de nos classes et de nos diplômes, nous avons pris rendez-vous avec l'Inspection Générale le 23/01/2015. Nous avons été reçus par Anne Gasnier, IGEN, qui reprend en partie les attributions d'Alain Henriet, devenu doyen du groupe Economie et gestion.

Lors de cette rencontre, divers points ont été abordés. Ils sont présentés dans le compte-rendu disponible dans cette lettre. En outre, nous avons de nouveau adressé à Anne Gasnier et à Alain Henriet la proposition de grille d'évaluation de l'UE 13 de Relations professionnelles du DCG. Par ailleurs, nous avons écrit à Evelyne Lande, Présidente du

jury du DSCG et Alain Henriet, Vice-Président, pour faire remonter les remarques de nos adhérents après les épreuves de la session 2014 du DSCG.

Alors que la fin de l'année scolaire se profile, il est temps d'organiser un de nos temps forts de la vie de notre association, la journée de formation. Elle se tiendra le vendredi 5 juin et portera sur le thème « *Financer l'entreprise autrement* ». Le thème, par son actualité et sa transversalité devrait intéresser un grand nombre de collègues, quelle que soit leur spécialité. Pour son choix, nous avons tenu compte de vos observations recueillies après la journée de formation organisée l'année passée. Elle sera placée sous l'égide du CERPEP pour vous permettre d'obtenir plus facilement des ordres de mission auprès de vos établissements respectifs. De nouvelles modalités d'inscription vous sont présentées à la fin de la lettre grâce au paiement en ligne qui est à présent disponible via notre site APDCG.org.

Nous vous remercions pour votre soutien et espérons vous compter nombreux à la journée de formation ô combien importante pour échanger sur le thème retenu et nos préoccupations diverses mais également pour tisser les relations qui sont le ciment de notre association.

Bonnes vacances de printemps à tous aussi bien à ceux qui vont bientôt en profiter qu'à ceux qui devront encore attendre !

Pour le Conseil d'Administration
La Présidente, Annelise COULEAU-DUPONT

112 000



sage

C'est le nombre
d'Experts-Comptables
qui font confiance
à Sage dans le monde,
pour leur équipement
et celui de leurs clients.

© Sage 2015. Tous droits réservés. Société par Actions Simplifiée au capital de 6 250 000 euros - Siège social : 10, rue Fuchet - 95834 Paris cedex 17
RCS Paris 312 360 126. La société Sage est titulaire-gérant de la société Ciel - Crédit photo : Kerry Hemmott - 51285_LC - 14_Sage studio90

SOLUTIONS APPLICATIVES - RELATION CLIENT - SERVICES

Nous comprenons pourquoi chacun de vous est unique.

Nous vous apportons des solutions de gestion ergonomiques, fiables et efficaces et des services qui répondent à vos besoins et à ceux de vos clients. Vous nous faites confiance pour rendre les choses simples, pour vous apporter un support avec des interlocuteurs compétents. Du design intuitif de nos solutions à l'expertise de nos collaborateurs, nous nous efforçons de vous donner la liberté, la confiance et le contrôle dont vous avez besoin pour accomplir vos ambitions.

www.sage.fr/fr/experts-comptables

► N°Indigo 0 825 886 786

0,15 € TTC / MN

Génération
Experts

Compte-rendu du bureau du 29.11.2014

Présents : Claude Alazard, Nathalie Altet, Laure Bataille, Philippe Berthollet, Françoise Calmels, Annelise Couleau-Dupont, François Muller, Jean-François Soutenain, Marie Teste

Excusés : Elise Grosjean-Leccia, Christian Konkuyt

1- Approbation des comptes-rendus des CA du 02 et 03/10/2014

Les comptes-rendus des conseils d'administration des 2 et 3 octobre 2014 sont approuvés à l'unanimité.

2- Bilan des épreuves du DSCG

Les comptes-rendus des UE 1 à 5 seront intégrés dans la lettre 50.

Par ailleurs, plusieurs remarques ont été faites sur l'UE6, pour l'académie Paris Île-de-France. En effet, les enseignants habituellement convoqués ne l'ont pas été cette année. Il a été décidé d'en informer la Présidente du jury, Evelyne Lande. Une information sur cette démarche sera précisée dans la prochaine lettre.

Pour l'UE7, une grande hétérogénéité est constatée. Certains candidats ont bien perçu les objectifs de l'épreuve. En revanche, les candidats n'ayant pas suivi de préparation ont des difficultés à appréhender les exigences de cette épreuve. Enfin, certains mémoires sont trop théoriques et pas en adéquation avec les attentes.

Des disparités entre les académies sont également relevées.

Une réunion d'harmonisation avant chaque séance d'interrogation serait souhaitable partout comme c'est le cas au SIEC.

Il est toutefois constaté dans certaines académies une nette amélioration de la qualité des prestations des candidats.

3. Les Obligations Réglementaires de Service des enseignants en classes préparatoires au DCG

L'APDCG a reçu une réponse du ministre à la suite du courrier du 10 juin 2014. Elle précise notamment que « *Les décrets n°2014-940, n°2014-941 et n° 2014-942 du 20 août 2014 ont profondément modifié le cadre définissant les missions et obligations réglementaires de service des enseignants du second degré. Ces textes sont toutefois sans effet sur les dispositions encadrant le temps de service des enseignants en CPGE qui demeurent, inchangées, dans les décrets n°50-581 et n°50-582 du 25 mai 1950, la réflexion sur ce sujet se poursuivant.*

Parallèlement, il n'est pas envisagé, à ce jour, de modifier le régime d'ORS des enseignants intervenant dans les classes préparant au DCG, défini par la note de service du 11 mai 2007, adressée à l'ensemble des recteurs. »

4. Situation des adhérents

Au terme du bureau, on recense 155 adhérents.

5. Situation de la trésorerie

Il est procédé à la présentation des comptes et à l'explication de la procédure de paiement de l'adhésion en ligne pour l'adhérent.

Outre la procédure de paiement de l'adhésion en ligne, il a été décidé de laisser la possibilité aux adhérents de payer par chèque. Ils devront après s'être inscrits sur le site, télécharger un document qui sera ensuite envoyé avec le chèque au siège social de l'association.

L'adhésion couvre l'année scolaire mais ses effets se prolongent jusqu'à la fin de l'année civile. Une adhésion avant le 31 mai vaut pour l'année scolaire en cours et reste active jusqu'à la fin de l'année civile. Une adhésion à partir du 1^{er} juin vaut pour l'année scolaire à venir. L'adhésion doit donc être renouvelée en début d'année scolaire (en pratique entre le 1^{er} juin et la fin de l'année civile).

6. Relations avec les partenaires

Les partenaires habituels maintiennent leur partenariat et optent pour le pack total (lettre + site).

Sage présentera son offre (outils d'analyse et de conseil) lors d'une ou plusieurs web-conférences, au 1^{er} trimestre 2015. Les adhérents seront invités à s'inscrire à l'avance sur le site de Sage via le site de l'APDCG s'ils souhaitent participer. Ils recevront directement un lien pour se connecter le jour de la conférence. Cette conférence sera ensuite disponible sur le site de Sage via le site de l'APDCG.

7. Journée d'actualités de l'AFC

La prochaine journée d'actualités devrait être davantage centrée sur l'actualité comptable.

8. Journée de formation

La date du 05/06/2015 est validée pour la journée de formation.

Cet événement va figurer sur le site Internet.

Le lieu de la CNCC a été choisi.

Le thème retenu est : « Financer l'entreprise autrement ».

9. Les relations institutionnelles

Le site Internet a été présenté lors du Congrès de l'OEC à Lyon en octobre dernier. La qualité du travail a été unanimement reconnue par les participants, experts comptables, IGEN...

Il est prévu de prendre contact et de rencontrer Lionel ESCAFFRE, Président de l'association des masters CCA afin de voir comment les deux associations peuvent collaborer.

Un stand présentant le DCG et le DSCG a été tenu par les enseignants de la région parisienne au sein du Salon de l'Onisep fin novembre.

Ce salon connaît une forte affluence, notamment de collégiens dans le cadre des parcours de découverte.

Le salon de l'étudiant aura lieu au mois de février.

Le nouveau site Internet de l'APDCG a été présenté lors de l'AG de l'APDCG, le 28 novembre, à Clermont-Ferrand.

Il est prévu qu'un article présentant l'APDCG et la rénovation du site soit publié dans la lettre de l'APEG ou dans leur rubrique « Actualités ».

Le congrès de l'AFC a lieu les 19 et 20 mai 2015 à Toulouse (Toulouse Business School et IAE).

Un bilan est fait des autres contacts pris avec les différentes institutions : Commission formation de l'OECD, IGEN, CNCC, CSOEC.

10. Charte graphique

Une charte graphique va être utilisée afin de rendre homogène les différents documents produits et déposés sur le site.

11. Site Internet

Un point est fait sur la question de la migration des documents de l'ancien site vers le nouveau.

Les membres du bureau déterminent la nouvelle architecture pour les ressources de la partie privée du site.

L'adresse du nouveau site sera : apdgc.org

En ce qui concerne le Forum plusieurs champs sont proposés :

- nos enseignements
- hors de nos cours
- participer à la vie de l'association
- notre carrière

La modération du forum se fera a posteriori. Elle sera assurée dans un premier temps par Marie Teste et François Muller.

En ce qui concerne la carte des formations, ne peuvent apparaître sur le site que les lycées publics qui figurent sur la liste des classes préparant au DCG, liste publiée chaque année au BO.

12. Gestion des échanges de documents et procédures internes

Une réflexion est menée afin de formaliser un certain nombre d'échanges de documents et de procédures internes. L'application One Drive va être testée.

13. Calendrier 2014-2015

Les dates des prochains CA et bureaux sont fixées d'un commun accord.

14. Enquête de rentrée / Suivi des effectifs de première année et analyse des causes d'abandon ou de réorientation

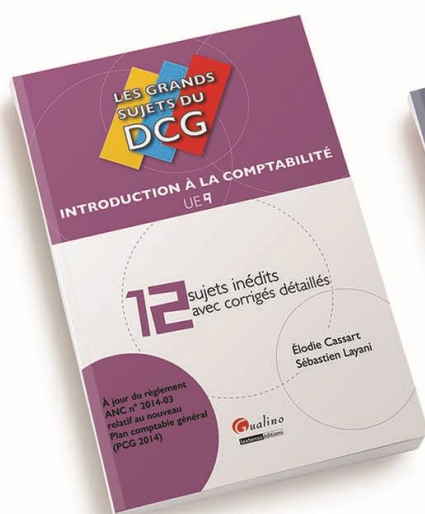
Les membres du bureau valident le questionnaire qui sera envoyé aux adhérents dans le cadre de l'enquête sur le suivi des effectifs dans les classes.

Le bureau est clos à 17 heures

Pour le bureau, La secrétaire,
Françoise Calmels



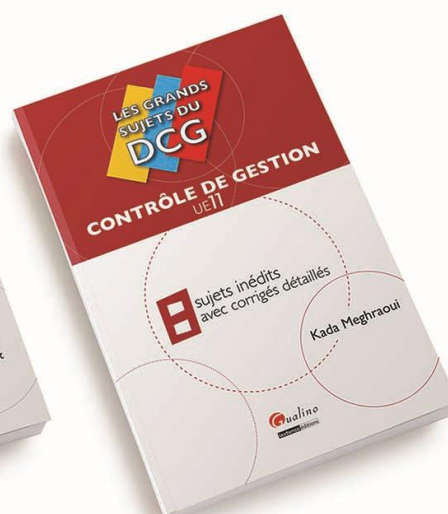
LES GRANDS SUJETS DU DCG : LA COLLECTION POUR S'ENTRAÎNER COMME À L'EXAMEN



Prix : 17,5 €



Prix : 18,5 €



Prix : 16,5 €

DES SUJETS INÉDITS
DU NIVEAU DE L'EXAMEN
ET SUR TOUT LE PROGRAMME
+ CORRIGÉS DÉTAILLÉS

 **Gualino**
lextenso éditions

www.lextenso-editions.fr

Compte-rendu des épreuves du DSCG

UE 1 – GESTION JURIDIQUE, FISCALE ET SOCIALE

Le sujet est composé de 5 dossiers différents portant sur des problématiques distinctes. Les points sont répartis de façon assez équilibrée avec un dossier 1 sur 4 points (4 questions), un dossier 2 sur 4 points (5 questions), un dossier 3 sur 5 points (5 questions), un dossier 4 sur 5 points (4 questions) et un dossier 5 sur 2 points (2 questions).
Le total est mis sur 40 points pour faciliter la correction.

On notera, cette année, un effort du sujet pour interroger sur plusieurs points différents du programme en donnant autant d'importance aux dimensions de gestion juridique, fiscale et sociale. En revanche, la notion de groupe de sociétés n'est que très peu présente au regard de la place que lui accorde le programme de DSCG.

Les domaines abordés sont des domaines propres au DSCG comme l'entreprise en difficulté ou la transmission de l'entreprise. Les questions faisant appel à des connaissances de DCG sont également présentes comme celles portant sur la transformation de la société, le rôle du comité d'entreprise ou le droit d'opposition des créanciers.

Il est à signaler que, comme depuis deux ans, peu de questions portent sur le droit social (juste une question sur le rôle du comité d'entreprise en cas d'apport partiel d'actif).

On aurait pu attendre une question sur la gestion du personnel (transfert des contrats de travail par exemple).

Cette année, le droit fiscal est abordé de façon raisonnable, ponctuellement dans le dossier 3, puis dans le dernier dossier avec une question cependant assez précise sur la transmission de l'entreprise à titre gratuit.

Comme l'an dernier, les réponses attendues par le corrigé sont parfois assez éloignées, en termes d'exigences, des réponses attendues, notamment en Droit des sociétés, au niveau DCG. On sera surpris du peu d'attentes concernant le dossier portant sur la transformation de la société.

De plus, le corrigé du premier dossier est assez confus en laissant la possibilité, pour les candidats, d'évoquer plusieurs solutions mais avec une attribution des points plus difficile à réaliser.

Pour finir, un effort a été fait, par rapport à l'an dernier, pour exiger une application des règles de droit aux situations pratiques données dans le sujet. Cela se traduit malheureusement par la rédaction de questions limitées uniquement à des définitions avec une application pratique prévue dans une question distincte. Cette séparation de la théorie et de son application est regrettable pour ce niveau de diplôme pour lequel donner une définition (ou une explication) des notions utilisées pour la démonstration devrait aller de soi. On notera de plus des questions assez longues et surtout très précises, ne laissant pas le candidat raisonner par lui-même (davantage des questions de cours que des questions d'analyse).

Le dossier 1 a pour thème « Le droit des contrats »

Ce dossier aborde des problématiques en matière de droit des contrats concernant le consentement et les obligations du vendeur.

Il est à noter que le corrigé attend la réparation d'un préjudice incertain (ou perte d'une chance) sans véritablement le justifier. Les candidats sont rares à avoir suivi cette conclusion.

Le dossier 2 a pour thème « L'entreprise en difficulté »

Ce dossier aborde des notions de base dans le domaine des entreprises en difficulté à commencer par la définition de la notion de cessation des paiements.

Il est ensuite question de confusion de patrimoines et d'engagement de la responsabilité du dirigeant pour insuffisance d'actif, notions classiques en matière d'entreprise en difficulté. Il est cependant à noter que la question 2 portant sur les notions de fictivité et de confusion de patrimoines risque de prêter à confusion pour les candidats. Certains seront tentés de traiter de la notion de « patrimoine fictif » et non de « société fictive ».

Le dossier 3 a pour thème « L'apport partiel d'actif »

Ce dossier, composé de 5 questions, permet d'aborder plusieurs effets de l'apport partiel d'actif. La première question porte simplement sur la définition de cette notion et aurait pu être intégrée dans une question plus large.

Les questions suivantes demandent de la prise de recul pour apprécier les effets d'une telle opération et des connaissances en matière de régime fiscal en faveur des fusions, ce que les candidats n'ont pas toujours perçu.

Une question porte sur le droit d'opposition des créanciers à adapter à une situation de scission ce que les candidats auront rarement compris.

Le dossier 4 a pour thème « Transformation de société »

Ce dossier comporte 4 questions portant sur la procédure de transformation d'une SNC en SA ou en SAS. Les questions sont très simples et le niveau des attentes paraît même inférieur à ce qu'il peut être exigé en DCG à l'épreuve de Droit des sociétés (UE2). Encore faut-il que les candidats aient toujours leurs connaissances de base comme le montant minimal du capital social d'une société anonyme !

Le dossier 5 a pour thème « Transmission de l'entreprise »

C'est un dossier très court qui a pour objectif d'aborder une partie du programme de fiscalité. Composé de deux questions, il porte sur la fiscalité applicable à la donation entre vifs. Les candidats ne connaissant pas le pacte Dutreil ne peuvent traiter la dernière question et ils sont nombreux dans ce cas là...

UE 2 – FINANCE

Le sujet comporte deux parties : une étude de cas sur 75 points et une réflexion sur 25 points.

L'étude de cas, concerne le groupe Numéricable qui est l'un des principaux câbles-opérateurs en France. Pour continuer son développement, il était nécessaire que le groupe se réorganise avant son introduction en bourse sur Nyse-Euronext Paris prévue début novembre 2013.

Le dossier 1 (75 points) rassemble 7 questions s'inscrivant essentiellement dans le thème de l'« ingénierie financière » et plus particulièrement l'introduction en bourse. Il débute par un contrôle des connaissances en matière de comptes combinés. Ensuite, à la veille de l'introduction en bourse, il est demandé dans une deuxième question une analyse des activités du groupe afin d'identifier celles qui sont créatrices de valeur et une appréciation de la situation financière du groupe. La troisième question a une visée calculatoire avec la mobilisation de la méthode des multiples, des comparables boursiers et la méthode des flux

de trésorerie afin de reconstituer les modalités de fixation de la fourchette de prix des actions. La quatrième question demande de rappeler les caractéristiques et le déroulement d'une OPO (Offre à Prix Ouvert) et d'un Placement Global (ou Placement garanti). La cinquième question consiste à calculer la part des actionnaires avant l'introduction en bourse. La sixième question vise quant à elle évaluer les connaissances des candidats sur la notion d'option de sur-allocation. Pour finir, la septième question demande le calcul du nombre total d'actions émis à la suite de l'introduction en bourse et la taille de l'offre en valeur.

Pour répondre le candidat devait s'appuyer sur sept annexes riches en informations et en description des concepts mobilisés.

Le dossier 2 est un sujet de réflexion portant sur la question suivante : « La prise en compte de l'incertitude dans les décisions d'investissement » Il était demandé aux candidats d'aborder les difficultés d'anticipation des cash-flows futurs générés par un projet dans un environnement incertain et de proposer des critères et méthodes relevant d'une approche statique et d'une approche dynamique.

Le candidat disposait de trois annexes pour l'aider à développer ces différents aspects.

En conclusion, ce sujet comportait une large part de questions rédactionnelles portant sur le cours et l'étude de documents. Les calculs demandés ne nécessitaient pas un haut niveau de technicité.

Le sujet de réflexion exigeait un adossement théorique, une distanciation par rapport aux notions étudiées et des qualités rédactionnelles.

UE 3 – MANAGEMENT ET CONTRÔLE DE GESTION

Le sujet proposé cette année s'appuie sur le groupe LBO (les Laiteries des Bords de l'Orne), société spécialisée dans le conditionnement de jus de fruits sous marques de distributeurs. Ce groupe est géré par un dirigeant dynamique qui prend des participations dans d'autres sociétés similaires. A l'horizon 2015, LBO envisage le rachat de la société LEMON qui permettrait au groupe d'accéder à une nouvelle implantation sur le Sud de la France.

Deux dossiers étaient à traiter :

DOSSIER 1 : Analyse et choix stratégiques (40 pts sur 100)

Les candidats étaient invités à :

- présenter une analyse du macro-environnement en s'appuyant sur trois annexes : l'évolution du marché du jus de fruits, un historique et des données chiffrées sur le groupe LBO. La structure des annexes incitait à mettre en œuvre une analyse de type PESTEL. Le corrigé allait dans ce sens mais prévoyait que toutes autres réponses structurées et bien ciblées étaient acceptées. Les annexes contenaient beaucoup d'informations permettant de construire une réponse structurée dans un délai assez court.
- étudier l'analyse précédente sous le prisme de la théorie des ressources. Il fallait définir le modèle, ses principaux concepts et l'appliquer au cas. Cette question de cours demandait au candidat des connaissances précises, peu présentes dans les copies.
- appliquer, après avoir défini les caractéristiques du modèle VRIST (proposé en annexe 4), ce modèle au cas LBO. La réponse attendue demandait des connaissances théoriques et une

capacité à mettre cette analyse au service du cas LBO et des ressources mises en évidence à la question précédente.

- définir la stratégie d'ensemble mise en œuvre par le groupe, citer ses avantages et ses inconvénients et justifier le choix du groupe. Cette question a été plutôt mal traitée, les candidats confondant stratégie d'ensemble et stratégie business.

Ce premier dossier ne présentait pas de réelles difficultés, les candidats devant associer leurs connaissances théoriques au cas. Pourtant à la lecture des copies on peut déplorer que beaucoup de candidats ne montrent pas une capacité à mener une analyse précise et suffisamment structurée.

DOSSIER 2 : Etude du développement du groupe (60 pts sur 100)

Le candidat doit construire un business model ou modèle d'affaires relatif à l'acquisition de la société LEMON, spécialisée dans les boissons gazeuses. LBO qui recherche une implantation sur le sud de la France, envisage d'installer un nouveau procédé de fabrication et d'investir, à terme, dans une plateforme logistique de stockage.

Ce dossier était composé de deux parties indépendantes.

Dossier A

Il s'agissait en s'appuyant sur le concept de business model fourni en annexe 5 de construire celui du projet LEMON.

Le questionnement très précis demandait au candidat de construire la proposition de valeur, son architecture, les ressources et compétences mobilisées par ce projet. Pour construire sa réponse, le candidat pouvait se servir des annexes sur les parties prenantes du projet, sur le processus de production et sur les données économiques du projet LEMON. Après une analyse managériale, la dernière question portait sur l'équation économique du projet. Cette question faisait appel à des calculs de marge sur coûts variables, de marge sur coûts spécifiques et de résultat se situant aux différentes étapes du projet.

Cette dernière question a mis en évidence de graves lacunes de candidats qui confondent charges variables, charges fixes et considèrent qu'un résultat est proportionnel aux volumes.

Dossier B

Dans ce dossier, il était demandé de construire le plan de financement du projet en se servant de deux annexes totalement indépendantes des autres données du cas.

Ce plan opérationnel envisageait les différentes difficultés d'un tel projet :

- Décalage des flux entre début et fin d'exercice,
- Apport de la maison mère,
- Obtention d'une subvention,
- Distinction entre ressources encaissables et emplois décaissables,
- Obtention d'emprunt et prise en compte des modalités de remboursement,
- Financement des besoins en fonds de roulement.

Cette partie du sujet a été très peu traitée par les candidats qui ont pu être perturbés par le fait qu'aucun document n'était proposé, ce que l'on peut regretter.

Le sujet finissait par des questions sur la viabilité du projet et les risques encourus par la société LBO.

En conclusion, un sujet construit autour d'un projet d'investissement où les questionnements de management et de contrôle de gestion étaient liés conformément à la définition de l'UE. Le traitement de ce sujet, compte tenu de sa longueur, demandait une

grande rigueur dans la gestion du temps imparti. De plus il a été mal appréhendé au niveau des connaissances à mobiliser en contrôle de gestion qu'un trop grand nombre de candidats ne maîtrisent pas.

UE 4 – COMPTABILITÉ ET AUDIT

Le sujet comporte 4 dossiers indépendants. Les domaines abordés sont classiques et propres à cette unité « Comptabilité et audit » du DSCG : consolidation, information financière, commissariat aux comptes et fusion.

De manière générale, les réponses attendues nécessitent des connaissances précises qu'il est nécessaire d'acquérir par un travail conséquent en amont. Les questions sont nombreuses et très détaillées et la justification des réponses est très souvent demandée. L'ensemble du programme est abordé et nécessite une importante préparation qui ne peut être négligée.

Le dossier 1 a pour thème la « consolidation »

Ce dossier porte sur huit points et s'articule autour de six questions.

Après avoir rappelé la méthode de présentation des comptes, il faut calculer les pourcentages de contrôle et d'intérêt sur des filiales, puis enregistrer l'écriture de partage des capitaux propres d'une filiale.

Ensuite, dans le cadre d'une prise de contrôle, il faut déterminer la juste valeur des actifs et passifs, comptabiliser les écarts d'évaluation, déterminer, justifier et comptabiliser le goodwill. Pour terminer cette prise de contrôle, il est demandé de justifier l'évaluation de la filiale à partir des flux de trésorerie actualisés.

Une dernière question porte sur une cession de titres et demande de déterminer le résultat social ainsi que le résultat consolidé de cette cession puis de présenter les écritures comptables de celle-ci.

Le dossier 2 a pour thème la « communication financière et le commissariat aux comptes »

Ce dossier, noté globalement sur deux points et demi, nécessite de répondre à une série de cinq questions très précises et le correcteur attendait des réponses elles aussi très précises et justifiées !

Une première série de questions porte sur l'obligation d'information RSE (l'obligation elle-même, les textes juridiques et l'information sur le développement durable). Puis après avoir donné deux exemples d'informations environnementales pour un groupe hôtelier, des questions sont posées sur l'information RSE au sein du rapport de gestion (son nom, qui l'établit, qui le contrôle et quel en est le destinataire). Enfin quelques précisions sont demandées sur le contrôle de ce rapport par le commissaire aux comptes.

Le dossier 3 a pour thème le « commissariat aux comptes »

Ce dossier est noté sur trois points et demi et le questionnement comprend une dizaine de points à éclaircir en prenant les questions et sous-questions.

Une première série de questions porte sur la préparation de la mission de commissariat (le nombre d'heures, le budget d'honoraires et le plan de mission). Ensuite, il faut définir la notion de procédures analytiques et en donner un exemple. Puis devant une fraude du comptable, il faut qualifier la situation, définir l'attitude du commissaire aux comptes actuel et envisager la responsabilité du commissaire aux comptes précédent. Une dernière question porte sur la compatibilité d'une mission de commissariat aux comptes pour le

cabinet avec cette mission d'audit légal.

Le dossier 4 a pour thème la « fusion »

Ce dossier est noté sur six points et comporte neuf questions.

Après avoir justifié la modalité comptable d'évaluation des apports, il faut déterminer la valeur d'apport et à partir de là, la parité d'échange, l'augmentation de capital induite, la prime de fusion, le mali de fusion et sa décomposition. Après ces différents calculs, il est demandé de comptabiliser les opérations liées à cette fusion dans la comptabilité de la société absorbante. Une question porte sur la détermination du fonds commercial ou goodwill. Ensuite, il est demandé de procéder à l'affectation extra-comptable du mali technique de fusion selon un modèle fourni en annexe.

La partie se termine par un questionnement sur la période intercalaire, l'assemblée qui approuve la fusion et les conséquences d'une perte imprévue de rétro-activité.

En conclusion, ce sujet, qui couvre l'intégralité du programme, comporte vingt-sept questions principales et quarante-deux en détaillant toutes les sous-questions ce qui peut paraître beaucoup en quatre heures (10 questions à l'heure) ! Cela s'est d'ailleurs ressenti dans la moyenne globale de l'UE et le pourcentage d'admis.

UE 5 – MANAGEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Le contexte présenté est celui d'un fournisseur de profilés extrudés amené à se rapprocher d'un groupe allemand pour faire face à l'évolution de la situation économique et des attentes de sa clientèle.

Ce rapprochement a des conséquences sur le système d'information de la société avec un recours accru à la dématérialisation, l'ouverture du système d'information et la nécessité d'échanger régulièrement des données par EDI dès 2015.

Le sujet est satisfaisant et bien dans l'esprit du programme. Il en couvre de nombreux points :

- La gouvernance du SI avec le concept d'alignement stratégique ;
- La performance du SI avec la mise en place d'un contrat d'externalisation avec SLA ;
- L'architecture informatique traitant du cloud computing et des risques associés.

Le barème bien détaillé et équilibré a été apprécié.

Le premier dossier demandait, à travers la rédaction d'une note, de présenter le concept d'alignement stratégique ainsi que son application à la société.

Le candidat était aussi amené à critiquer l'organigramme de la société ainsi qu'à proposer des modifications et à réfléchir aux conséquences de ces modifications.

Le second dossier demandait, comme le premier, de combiner des connaissances de cours et la situation particulière de la société. Un certain recul était nécessaire afin de proposer des indicateurs pertinents.

Le troisième dossier pouvait être traité de façon plus générale à condition d'avoir une bonne connaissance de la question de l'informatique en nuage et de ses risques.

En conclusion, ce sujet satisfaisant pouvait laisser augurer de bons résultats. Malheureusement, ceux-ci sont très semblables aux années passées. Les copies des candidats sont inégales avec des connaissances parfois limitées et des réponses très succinctes.

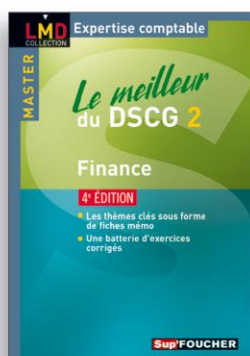
UE 6 - EPREUVE ORALE D'ECONOMIE PARTIELLEMENT EN ANGLAIS

Vous pouvez retrouver les sujets posés lors de cette session à l'épreuve d'oral d'économie se tenant partiellement en anglais dans la partie Espace Enseignants / Accès Ressources du site de l'association : www.apdcg.org

Le meilleur du DSCG

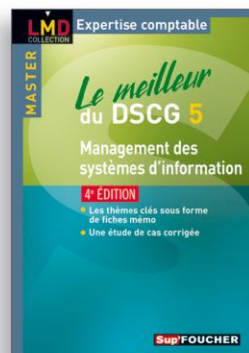
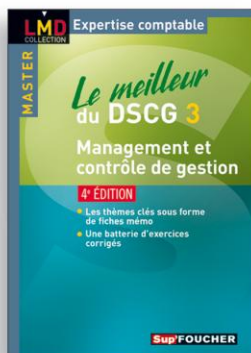
**Nouvelles
éditions
2015**

Tout pour réviser les épreuves



- Les thèmes clés sous forme de fiches mémo
- Une batterie d'exercices corrigés
- Des conseils pour l'examen

Le + Foucher : Mise à jour des dernières dispositions réglementaires 2014-2015



Inscrivez-vous sur www.editions-foucher.fr
et téléchargez **GRATUITEMENT**

- Des extraits de tous les ouvrages
- Des compléments numériques

Ouvrages également
disponibles en version **ebook**
À télécharger sur les stores

Sup'FOUCHER

P915

Bilan de la session 2014 du DSCG

RAPPORT DU JURY SUR LA SESSION 2014 DU DSCG

1. Eléments statistiques

1.1. Taux de réussite par UE en 2013 et 2014

Le taux de réussite par UE est repris dans les tableaux ci-après pour 2013 et 2014. En moyenne le taux de réussite aux épreuves écrites a été légèrement plus faible en 2014 qu'en 2013 (28,22% contre 30,80% en 2013) et il est stable pour les épreuves orales (50,58% en 2014 contre 49,68% en 2013).

Malgré tout, UE par UE, le taux de réussite est très variable : on pourra ainsi noter la forte hausse du taux de réussite pour l'UE4 et inversement la baisse sensible pour les UE 2 et 3.

Tableau 1. Résultats aux épreuves ponctuelles du DSCG en 2013

2013	Inscrits	Présents	Taux de présence	Admis	Taux de réussite
UE1	7 518	5 630	74,89%	1 630	28,95%
UE2	4 613	3 385	73,38%	1 706	50,40%
UE3	4 513	3 507	77,71%	1 025	29,23%
UE4	9 175	6 843	74,58%	941	13,75%
UE5	3 737	3 155	84,43%	1 635	51,82%
Tx de réussite moyen aux épreuves écrites		22 520		6 937	30,80%
UE6	3 907	2 954	75,61%	1 242	42,04%
UE7	2 200	1 978	89,91%	1 208	61,07%
Tx de réussite moyen aux épreuves orales		4 932		2 450	49,68%

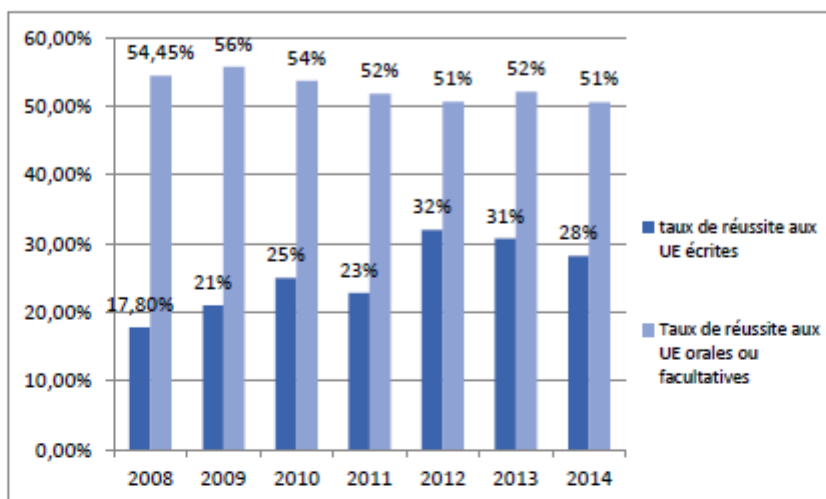
Tableau 2. Résultats aux épreuves ponctuelles du DSCG en 2014

2014	Inscrits	Présents	Taux de présence	Admis	Taux de réussite
UE1	7 529	5 748	76,34%	1 553	27,02%
UE2	3 861	2 848	73,76%	725	25,46%
UE3	4 561	3 700	81,12%	583	15,76%
UE4	9 468	7 047	74,43%	2 131	30,24%
UE5	3 939	3 198	81,19%	1 368	42,78%
Tx de réussite moyen aux épreuves écrites		22 541		6 360	28,22%
UE6	3 861	2 842	73,61%	1 206	42,43%
UE7	2 085	1 996	95,73%	1 241	62,17%
Tx de réussite moyen aux épreuves orales		4 838		2 447	50,58%

Le nombre d'inscrits et de présents aux épreuves est en légère hausse sur l'ensemble des épreuves à l'exception de l'UE2 où le taux de réussite de l'année précédent peut expliquer la baisse du nombre d'inscrits en 2014.

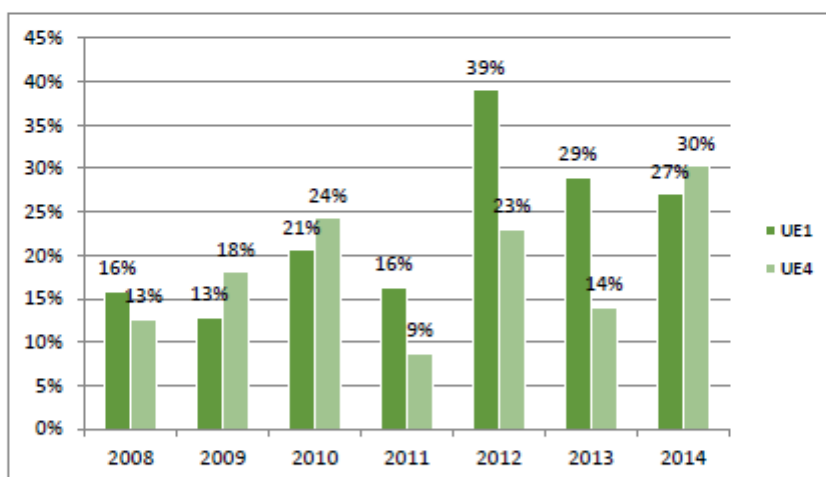
1.2. Evolution du taux de réussite et nombre d'admis par UE depuis 2008

Graphique 1. Taux de réussite aux épreuves écrites et orales du DSCG



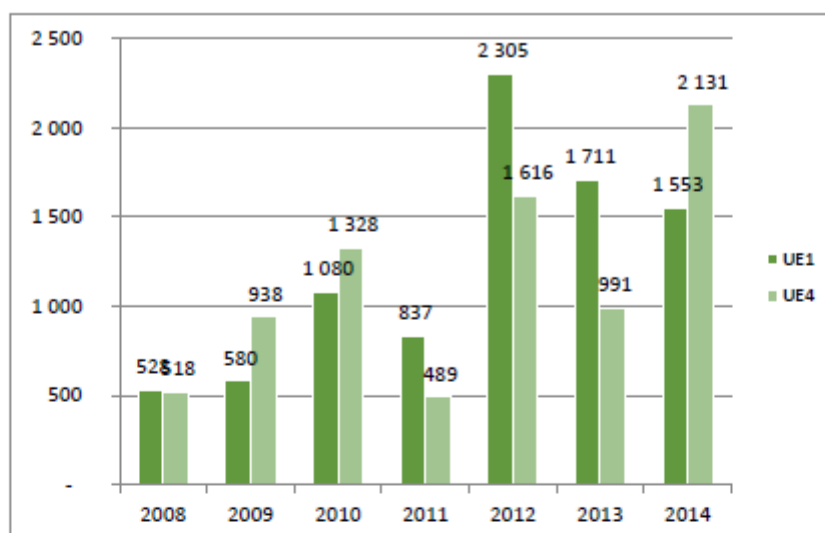
Le taux de réussite aux UE écrites est traditionnellement plus faible qu'aux UE orales.

Graphique 2. Zoom sur les taux de réussite des UE 1 et 4



Plus spécifiquement au niveau des UE1 et 4 les taux de réussite fluctuent dans des proportions importantes d'une année sur l'autre, même si en tendance depuis la réforme du DSCG ils progressent dénotant d'un effet d'apprentissage de la part des candidats par rapport aux programmes profondément remaniés par rapport à l'ancienne version du DESCF.

Graphique 3. Zoom sur le nombre d'admis aux UE 1 et 4



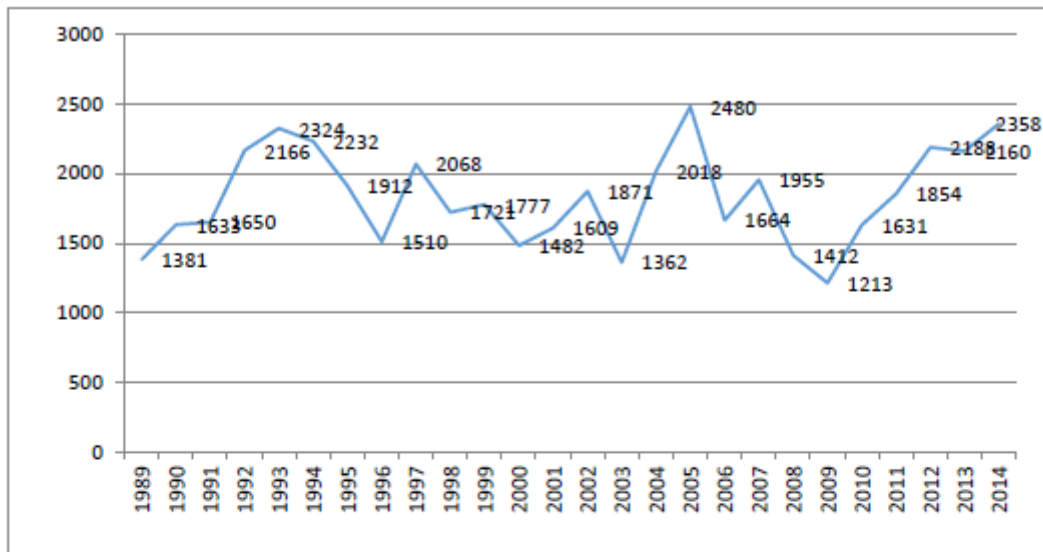
Le nombre d'admis, à l'exception de l'année 2011, demeure élevé du fait du nombre de présents importants à ces UE.

1.3. Evolution du nombre d'admis au DSCG depuis 2008

Le nombre de candidats ayant validé le DSCG est de 2 358 en 2014 contre 2 151 en 2013. On assiste donc à une hausse du nombre de diplômés alors même que le nombre d'admis par la voie de la VAE est en baisse.

	Ponctuels	VAE	TOTAL
2008	1 412	N/A	1 412
2009	1 213	N/A	1 213
2010	1 599	32	1 631
2011	1 817	37	1 854
2012	2 113	75	2 188
2013	2 095	65	2 160
2014	2 309	49	2 358

Graphique 4. Evolution du nombre de candidats admis (au DESCF avant 2008 et au DSCG depuis 2008)



2. Analyse des épreuves ponctuelles du DSCG

D'une manière générale, les sujets ont été jugés par les correcteurs en bonne adéquation avec le référentiel du DSCG et permettant une bonne discrimination des candidats. Le niveau des candidats demeure toutefois encore trop faible sans doute lié à une préparation insuffisante des UE et/ou une maîtrise approximative des bases (DCG) et/ou une méthodologie de travail inadaptée aux épreuves. Il est rappelé notamment que la maîtrise de l'ensemble des UE du DCG reste un prérequis pour aborder le DSCG.

Pour rappel, **aucun point du programme du DSCG ne peut être considéré comme mineur** et ce n'est pas parce qu'un point du programme n'a pas fait l'objet d'un sujet au cours des années antérieures qu'il ne pourra pas sortir.

Le DSCG est un diplôme de niveau master et en tant que tel il exige que les candidats puissent démontrer qu'ils maîtrisent des compétences tout à la fois technique, d'analyse, de synthèse et rédactionnelle de niveau master.

UE 1. Gestion juridique, sociale et fiscale

Le sujet proposé à la session de 2014 se composait de cinq dossiers qui couvraient des domaines variés du référentiel. Le premier dossier portait sur le droit des contrats et mobilisait pour partie des connaissances du niveau DCG. Le deuxième dossier sur le droit de l'entreprise en difficulté comportait quelques questions de difficulté inégale mais les questions les plus délicates avaient été faiblement dotées en points. Le troisième dossier comportait des questions de base sur le régime juridique et fiscal des apports partiels d'actifs, opération de restructuration relativement courante et par ailleurs étudiée également dans le cadre de l'UE4. Le quatrième dossier abordait le thème de la transformation de sociétés et enfin un dernier dossier portait sur la transmission à titre gratuit de droits sociaux avec l'identification d'un Pacte Dutreil, là aussi outil fréquemment utilisé dans les opérations de transmission d'entreprise.

Le sujet comportait au total 20 questions avec une répartition des points conçue par les correcteurs et aménagée en commission de barème dans une perspective favorable aux candidats. Malgré cela, la

lecture des copies révèle que des connaissances de base font défaut y compris parfois des connaissances qui relèvent du simple niveau DCG.

UE 2. Finance

Le sujet se composait comme les autres années de deux parties, l'une traitant d'une étude de cas sur un groupe et l'autre proposant une réflexion sur « la prise en compte de l'incertitude dans les décisions d'investissement ».

Dès 2008, cette épreuve a souhaité tester à la fois la maîtrise technique et la capacité de réflexion et rédactionnelle des candidats.

UE 3. Management et contrôle de gestion

Le sujet comportait deux dossiers, le premier sur le domaine de management, et le deuxième sur le domaine du contrôle de gestion, avec un développement sur le plan d'affaires, au total 10 questions avec un grand nombre d'annexes qui nécessitait de prendre du recul pour privilégier l'analyse et l'expertise. Par ailleurs, la maîtrise des concepts de base et des méthodes, très classiques, telles que PESTEL était nécessaire pour répondre rapidement sur certaines questions. Ce sont deux raisons, parmi d'autres, qui expliquent le manque de réussite d'une majorité de candidats.

Le sujet, comme par le passé, a été considéré comme trop long. En réalité il n'est pas trop long ou trop court, et, comme précisé dans l'énoncé et dans le corrigé, il est à faire au mieux dans le temps imparti. La gestion du temps de traitement du sujet (aller vite si il y a beaucoup de questions et documents, prendre plus de temps pour approfondir si il y a peu de questions et de documents) fait partie intégrante des critères pris en compte dans le barème. En conclusion, un sujet très classique, et qui, par le volume à traiter, demande une vision d'analyste correspondant au niveau requis pour le DSCG.

UE 4. Comptabilité et audit

Le sujet abordait des points faisant tous partie du référentiel du DSCG. Il se composait de deux dossiers plus techniques (dossiers 1 et 4) et de dossiers plus rédactionnels (dossiers 2 et 3) permettant de tester des compétences à la fois techniques et rédactionnelles. Comme tous les ans, le sujet comportait un dossier de consolidation (d'un poids relatif comparable aux années antérieures), un dossier sur les vérifications par le commissaire aux comptes de la communication financière, un dossier de commissariat aux comptes et un dossier sur la fusion.

Les candidats ont beaucoup de difficultés à réussir cette épreuve très souvent par manque de connaissance et de pratique : le programme du DCG UE10 n'est pas toujours maîtrisé par les candidats alors même que le passage d'enregistrements de consolidation par exemple nécessite que ces points soient maîtrisés. De même, la gestion du temps est importante. La répartition du nombre de points est une indication du temps à passer pour le traitement de chacun des dossiers.

Par rapport aux années antérieures, le jury note qu'une part plus importante des candidats maîtrise la partie sur la consolidation mais ils ont été surpris par les connaissances approximatives des candidats sur les dossiers de commissariats aux comptes.

UE 5. Management des systèmes d'information

L'épreuve de MSI se composait de trois dossiers : un sur la gouvernance du système d'information, un sur la performance du système d'information et un sur l'architecture informatique. Chaque dossier comportait 3 à 4 questions faisant appel à des connaissances théoriques et conceptuelles (par exemple

le concept d'alignement stratégique) ou demandant au candidat d'avoir une analyse critique des études de cas soumises. Le référentiel était bien couvert par le sujet.

Les correcteurs ont noté un niveau global des candidats moyen les amenant à des réponses peu approfondies ou approximatives. De même, les candidats ont parfois des difficultés pour organiser et structurer leurs réponses. En règle générale les questions appellent des éléments de réponse à dimension technique, applicative, fonctionnelle et organisationnelle (cas des solutions "*cloud computing*" abordées dans le dossier 3 par exemple) et les candidats doivent pouvoir montrer leurs capacités de réflexion et de proposition à la fois dans l'élaboration d'un diagnostic et dans la formulation de préconisations.

UE 6. Epreuve orale d'économie partiellement en anglais

Du fait du nombre important de candidats se présentant à cette UE, environ 70 sujets sont préparés. Sur un tel nombre, il se peut que parfois certains sujets et textes en anglais soient considérés comme plus ou moins facile d'accès.

Le taux de réussite à cette épreuve est constant. Il est toutefois recommandé aux candidats d'aborder cette épreuve avec plus de méthodologie et en particulier de mieux structurer leur exposé (introduction définissant les termes du sujet et la problématique, annonce du plan, traitement du sujet et conclusion). Il n'est pas demandé de paraphraser le texte en anglais ni d'en faire un résumé mais d'illustrer le sujet à l'aide de l'éclairage apporté par le texte en anglais.

UE 7. Epreuve orale relations professionnelles

Il est rappelé aux candidats que cette épreuve s'appuie sur un mémoire de niveau master et non un rapport de stage. Le mémoire ne peut donc pas être uniquement descriptif des activités menées ou d'un point étudié lors du stage.

Il doit permettre au jury d'apprécier la capacité du candidat à définir une problématique de gestion spécifique, à utiliser les références théoriques et conceptuelles appropriées et à mobiliser une démarche méthodologique pertinente.

En ce qui concerne la soutenance, elle doit être préparée en amont, le candidat devant présenter les points clés de son mémoire : sujet et problématique, méthodologie mise en œuvre, principaux résultats.

3. Retour sur la VAE du DSCG

D'une manière générale, on note une augmentation qualitative des dossiers de VAE déposés par les candidats en terme de présentation et d'argumentation, même si certains dossiers restent encore très perfectibles. A cette fin, l'analyse des dossiers de VAE et en particulier des livrets 2 fait ressortir des points d'amélioration qui sont listés ci-après :

- Les candidats demandant une VAE doivent avoir à leur actif un minimum de 3 années d'expériences professionnelles au niveau du diplôme du DSCG ;
- Il est demandé aux candidats de documenter les expériences professionnelles leur permettant de valider les compétences comprises dans les UE demandées dans le cadre de la VAE. Un livret 2 non documenté (feuilles de compétences Excel non remplies et/ou absence de commentaires du candidat sur les UE ou commentaires trop succincts) ne permettent pas de valider les UE ;

- L'oral permet de conforter le dossier écrit (degré de maîtrise des compétences professionnelles du candidat) et non de suppléer une carence d'explication du livret 2, d'où l'importance de bien préparer et documenter en amont le livret 2 ;
- Le candidat ne peut pas se prévaloir de ses diplômes ou de formations suivies pour pallier une absence d'expérience professionnelle sur un domaine de compétence, ces formations doivent lui permettre de se présenter aux épreuves ponctuelles du DSCG ;
- Un candidat ayant des expériences professionnelles exclusivement auprès de sociétés n'utilisant pas le droit français ne peut prétendre à la validation de l'UE1 supposant des acquis professionnels spécifiques au droit français ;
- Si un candidat convoqué par le jury de VAE est absent le jour de l'entretien, il ne pourra pas se voir délivrer la ou les UE demandée(s) ;
- Si un candidat est absent lors de l'oral, il ne pourra pas lui être délivré d'UE au titre de la VAE ;
- Spécifiquement pour l'UE6 il n'est pas demandé au candidat de traiter un sujet de son choix mais de démontrer que son expérience professionnelle lui permette de valider les compétences requises par cette UE ;
- Si les pratiques professionnelles (dossiers traités ou périmètres d'activités du candidat) n'évoluent pas de manière significative d'une année sur l'autre, il est préférable que le candidat s'oriente vers les épreuves ponctuelles du DSCG au lieu de présenter une demande de validation au titre de la VAE qui lui sera refusée. En revanche, si les pratiques professionnelles ont évolué, le candidat mettra en avant dans le livret 2 les dossiers nouveaux qui lui permettent de demander un nouvel examen de son dossier par le jury pour une même UE.

Enfin, il est précisé que le jury national examine les livrets sous leur format numérique. Il est donc préférable de fournir les fichiers sources (Word, Excel ou PDF) et de s'assurer de l'intégrité du support (mettre de préférence les fichiers sur une clé USB plutôt que sur un CD ROM qui peut plus facilement être détérioré).

Si malgré tout le candidat venait à scanner son dossier papier il est demandé :

- De ne pas faire un scan page par page des documents qui rend la lecture fastidieuse (nécessité d'ouvrir chaque fichier) !
- De s'assurer que les pages sont présentées dans le même sens (les scans de documents présentés une page sur deux à l'envers implique de faire des rotations de pages rendant là aussi la lecture fastidieuse) ;
- Enfin, il est demandé au candidat de s'assurer de la lisibilité des scans fournis.

Paris, le 26 janvier 2015

Evelyne Lande

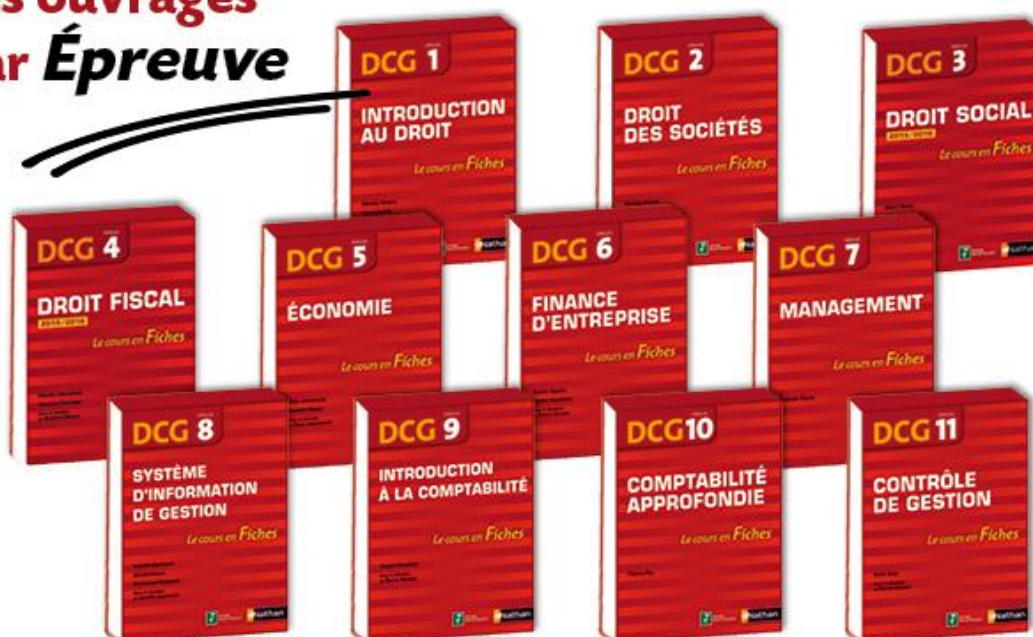
Présidente du jury du DSCG

DCG

Le cours en Fiches

**Une collection de blocs-fiches de révisions
pour aller à l'essentiel !**

**Les ouvrages
par Épreuve**



**Les ouvrages
par Année**



DEUX EXPERTS UNIS POUR LA RÉUSSITE !



www.nathan.fr/expertise-comptable

Compte-rendu de la réunion IGEN

L'APDCG, représentée par A. Couleau-Dupont, L. Bataille et J.F. Soutenain, a rencontré l'Inspection Générale le 23/01/2015. Nous avons été reçus par Anne Gasnier, IGEN, qui reprend en partie les attributions d'Alain Henriët, devenu doyen du groupe Economie et gestion.

Lors de cette rencontre, divers points ont été abordés.

1- Les actions de promotion de la filière par l'APDCG

A. Gasnier a visité le nouveau site Internet de l'APDCG et nous fait part de son intérêt ainsi que de celui d'A. Henriët. Elle l'a déjà conseillé à des étudiants, mais également à des collègues. Elle nous encourage à impulser une logique de collaboration entre les membres de l'association par l'échange de documents (séquences pédagogiques, énoncé de TD ou de DS, etc.) et de réflexions didactiques grâce au site.

Notre action auprès des acteurs institutionnels et, en particulier, les relations avec le CSOEC et la CNCC sont également évoquées. A. Gasnier en souligne l'importance.

2- Le fonctionnement de nos classes : le recrutement

- Le recrutement en 1^{ère} année

Nous présentons la réflexion conduite par l'APDCG et ses membres, notamment lors de l'atelier « Attirer et garder nos étudiants dans nos sections – échanges de pratiques » du 03/10/2014, ainsi que le projet de questionnaire sur l'évolution des effectifs en classes de DCG, notamment pour savoir à quelle période les étudiants quittent nos classes et pour quelles raisons. Cette analyse permettra de mettre en place des actions plus ciblées pour éviter certaines démissions.

A. Gasnier insiste sur l'importance de la mise en place d'actions à destination des étudiants de 1^{ère} année. Elle évoque la mise en place d'un parcours sécurisé.

Dans les très rares cas où une réorientation devrait être envisagée, celle-ci doit être accompagnée par l'équipe pédagogique.

- L'impact de la réforme du BTS CG sur le recrutement en 2^{ème} année

Le BTS CG est réformé pour mieux préparer les étudiants à une entrée dans la vie active à courte échéance. Cela n'empêchera pas de recruter des étudiants de BTS CG en 2^{ème} année de DCG, mais uniquement à la marge pour deux raisons :

- le statut de classe préparatoire implique de conduire les étudiants de 1^{er} année jusqu'à la fin du cycle, avec le moins de déperdition possible. Si les classes de DCG sont assimilées à des classes préparatoires, elles doivent donc garder une logique de préparation des étudiants sur 3 ans.
- le DCG est une formation en 3 ans menant, à terme, à l'expertise comptable via le DSCG ou un Master.

Le passage par un BTS CG avant de faire un DCG n'est pas la voie normale d'études quand l'objectif est d'obtenir le DSCG ou le DEC.

Les dispenses des UE du DCG attribuées aux titulaires d'un BTS CG devraient permettre un positionnement équitable de ce diplôme par rapport au DUT GEA.

- La communication à destination des lycées

Plusieurs pistes sont évoquées :

- Il faut utiliser le réseau professionnel, c'est-à-dire les contacts que l'on peut avoir avec des enseignants de Terminale afin d'informer le maximum de lycéens sans obliger à des déplacements récurrents. Elle conseille également de passer par les IA-IPR.
- Dans les lycées, où un professeur « correspondant-DCG » est présent, il peut être envisageable de proposer aux équipes un échange sur le contenu de l'AP afin de mieux préparer les élèves à l'enseignement supérieur autour de compétences transversales : autonomie dans le travail et l'organisation, maîtrise des ordres de grandeur, expression écrite, etc.
- A Gasnier conseille de présenter le DCG dans les lycées dès la classe de 1^{ère} : les enseignants sont intéressés car cela peut être un facteur de motivation pour les élèves. L'accès à ces classes est souvent plus facile qu'en Terminale, car il y a globalement moins de demandes d'intervention.

Nous avons demandé à de pouvoir disposer des statistiques concernant la stratégie des élèves sur APB au plan national, notamment le pourcentage de premiers vœux.

- L'utilisation des modules méthodologiques

La prise de notes et les cours magistraux sont de plus en plus rares et difficiles en Terminale, y compris dans les filières générales. A Gasnier suggère :

- La mise en place d'un accompagnement important dès le début de la 1^{ère} année de DCG sur : la gestion du temps, l'organisation, la compréhension écrite et orale ; puis un accompagnement plus réduit le reste de l'année.
- Des modules de transition en DCG3 vers la poursuite d'études (DSCG ou université) : lecture d'articles de recherche par exemple.

3- Les enseignants

- La gestion de carrière : les attentes de l'Inspection Générale lors d'une inspection

Mettre à la disposition de l'inspecteur tous les documents qui semblent utiles à son évaluation.

Donner un CV, la progression pédagogique, des copies d'étudiants corrigées, le suivi de l'étudiant et les modalités d'évaluation.

Prise en compte de l'implication dans l'équipe pédagogique et de la participation à la production de sujets et au x examens tant en ponctuel qu'en VAE.

- Le recrutement : la publication des postes

Il est rappelé que l'Inspection Générale souhaite que les départs en retraite soient déclarés dès que possible. Lorsqu'un poste est vacant, il est pourvu par une candidature au mouvement spécifique, priorité étant donnée aux demandes de mutation.

. Il y a donc des postes qui se libèrent dans le cadre du mouvement. Les postes dont la vacance n'a pas été signalée en temps voulu sont pourvus soit par des candidatures exprimées lors du mouvement spécifique avec des vœux larges, soit par des affectations à titre provisoire.

- La formation : les actions de l'APDCG :

Les difficultés de déplacement des collègues sans ordre de mission ont été évoquées.

Il n'y a pas de budget pour des formations en dehors des classes qui sont concernées par une réforme. Le CERPEP peut proposer soit des stages à destination d'un public ciblé, soit

de collaborer à la mise en place de journée en lien avec des partenaires professionnels. Pour cela, il faudrait élaborer des projets et les soumettre assez rapidement à A. GASNIER qui pourra les transmettre au CERPEP pour examen de faisabilité.

Pour le moment, aucune information particulière n'est donnée sur une évolution éventuelle du statut des enseignants de CPGE ni de celui des enseignants de DCG.

APDCG

ÉDITIONS CORROY

Fiscalité

Comptabilité

Droit

Gestion

Management

Systèmes d'informations

Finance

Économie

Audit

*Pour préparer
vos **EXAMENS***

**DCG
&
DSCG**

**CAS PRATIQUES
FICHES DE COURS**



B.P. 8 - 83560 RIAN
Tél. 04 94 80 57 25
Fax 04 94 80 59 24
E-mail : infos@editions-corroy.fr
www.editions-corroy.fr

Compte-rendu de l'AG de l'APEG

Présence de l'APDCG aux journées pédagogiques de l'APEG - Clermont-Ferrand - 28 novembre 2014

A l'occasion des journées pédagogiques de l'APEG, nous avons assisté à l'Assemblée Générale Annuelle de l'association à l'issue de laquelle nous avons pu présenter notre nouveau site Internet, vecteur d'information et de communication sur la filière de l'expertise comptable.

Les principaux points abordés au cours de cette AG ont été les suivants :

- Rapports moral et financier
- Retour sur le fonctionnement du site Internet de l'association, mis en ligne en 2013
- Retour sur la rencontre ministérielle du Président en juillet 2014 (points abordés : oral de projet de terminale STMG ; réforme Fioraso sur l'intégration des bacheliers dans l'enseignement supérieur)
- Participation de membres de l'APEG à la conférence de l'AEEE en août 2014 à Aix en Provence (Association of European Economics Education)
- Rappel des liens avec l'Inspection Générale, par la venue à ces journées de Jean-Michel Paguet et Jean-Claude Billiet et l'envoi systématique des "Cahiers Eco Gestion" aux inspections régionales.
- Perspectives d'évolution de l'association et réflexions autour de la publication de l'APEG.

A l'issue de cette Assemblée Générale, l'atelier "Echanges entre associations" nous a permis de travailler autour de deux thématiques :

- un temps de partage autour des motivations et des attentes des adhérents de l'APEG, à l'occasion duquel se sont dessinés deux grands axes de convergence :
 - le rôle de "laboratoire d'innovation" de l'association répondant aux besoins d'information et d'échange de pratiques pédagogiques.
 - l'appartenance à un groupe, facteur de motivation pour avancer dans les pratiques pédagogiques et s'adapter aux évolutions nécessaires du métier et des enseignements.
- une réflexion sur les éléments qui fédèrent les enseignants d'économie gestion au delà de l'identité associative à laquelle ils adhèrent, souvent plus restrictive car centrée sur une filière ou une compétence (comme l'est l'APDCG). Les points de convergence suivants ont été identifiés :
 - l'intégration des disciplines d'économie gestion dans une optique de continuité du lycée vers les formations post-bac
 - l'importance du volume horaire face aux jeunes d'une même classe, qui donne un rôle prépondérant aux enseignements d'économie et gestion
 - l'ouverture nécessaire vers l'entreprise pour donner du sens aux notions mobilisées.

Pour le CA de l'APDCG
Marie TESTE



BIBLIOTIQUE

Le centre de documentation
des experts-comptables et des commissaires aux comptes

Toute l'information sur www.bibliotique.com

**Plus de 85 000 références dont 6 700 mémoires
d'expertise comptable à la disposition des
professionnels comptables**

Fond documentaire consultable en ligne sur

bibliobaseonline 

Les services de Bibliotique

- Base de données en ligne
 - Téléchargement de mémoires
 - Copies de documents
- Recherches bibliographiques
- Newsletter gratuite 7@lire

Une équipe à votre service

- Par mail : accueil@bibliotique.com
- Par téléphone : 01 42 12 85 55
- Sur place, au centre de documentation

Bibliothèque ouverte au public



Horaires

- 13h00-19h00, le mardi, jeudi (et mercredi en juillet et août)
- 13h00-18h00, le vendredi
- 10h00-17h00, le samedi

19 rue Cognacq-Jay
75341 Paris Cedex 07

La veille de la profession comptable

bibliovigie 

Pour tout savoir en un minimum de temps...

Avec Bibliovigie, vous bénéficiez :

D'une veille personnalisée

- vous sélectionnez vos rubriques et créez vos alertes à partir de mots clés
- vous réglez la fréquence de réception des emails : quotidienne ou hebdomadaire
- vous accédez à une synthèse de l'information enrichie de liens vers les documents source

D'un outil de communication pour votre cabinet

- vous accédez à biblio-News, la lettre d'information mensuelle que vous pouvez personnaliser et envoyer à vos clients
- vous pouvez faire suivre les articles à vos clients à l'aide d'une liste de diffusion

D'une application pour votre mobile



Visite guidée de l'espace enseignant du site de l'APDCG

Le nouveau site de l'APDCG est en ligne depuis début janvier. Cette lettre est l'occasion de revenir sur l'espace dédié aux adhérents de l'association.

L'APDCG a souhaité se doter d'un outil moderne de communication. Dans cette optique, un forum a été créé autour de 4 thèmes : « Nos enseignements », « En dehors des cours », « Participer à la vie de l'association » et « Carrières ». Le forum est le lieu sur nos pratiques pédagogiques, sur les actions que nous menons pour promouvoir nos sections et motiver nos étudiants pour une meilleure réussite. Il peut également servir à informer des vacances de postes dans les établissements.

Le forum est réservé aux adhérents, il est donc indispensable de s'identifier lors de la connexion au site. Nous vous invitons à venir enrichir les échanges qui ont déjà démarré.

La rubrique « Vie de l'association » permet le lien avec les membres du CA et les correspondants par thèmes auprès desquels vous pouvez proposer des ressources à intégrer au site.

La rubrique « Nos actions » donne accès aux temps forts de l'association : la journée de formation, l'assemblée générale et la journée d'actualité de l'AFC dont l'organisation est confiée à l'APDCG. Cette rubrique permet d'accéder également à la dernière lettre si vous êtes connectés en tant qu'adhérent ou au sommaire si vous êtes simple visiteur.

La page « Partenaires » est constituée de liens vers des offres ciblées d'éditeurs qui nous soutiennent ou vers les sites internet de nos partenaires institutionnels (OEC, CNCC, AFC...).

Les ressources de la partie privée du site sont accessibles uniquement aux adhérents. Nous avons choisi une organisation par UE pour le DCG et le DSCG à l'intérieur de laquelle vous trouverez : le référentiel, des conseils pédagogiques, des supports de cours, des entraînements, des analyses de sujets d'examen.

L'onglet « Vie de l'association » donne accès aux archives des lettres de l'APDCG et aux comptes rendus des réunions de CA et de bureaux.

Dans la rubrique « Documents généraux » vous pourrez accéder aux rapports de jurys, aux statistiques de résultats et aux outils de promotion de la filière.

Les ressources privées sont complétées par des documents sur la VAE et une revue de presse.

L'onglet « Evènements » donne accès au programme des manifestations organisées par l'association : journée de formation et assemblée générale. Il permet également l'inscription en ligne à ces événements.

Nous avons souhaité que la procédure de ré-adhésion soit simplifiée. Désormais, le renouvellement de l'adhésion se fera à partir de l'onglet « Adhérer » avec un paiement sécurisé en ligne de la cotisation.

En espérant que le nouveau site de l'APDCG vous donne satisfaction, nous vous encourageons à l'utiliser, le faire vivre et le faire connaître.

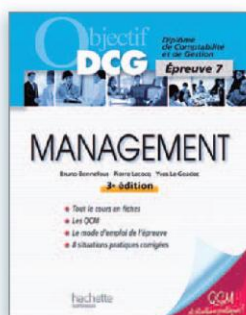
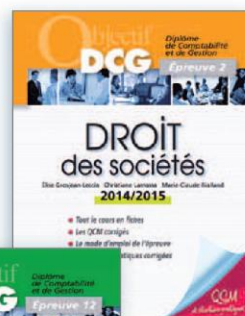
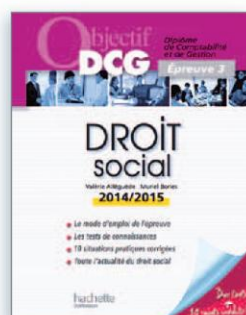
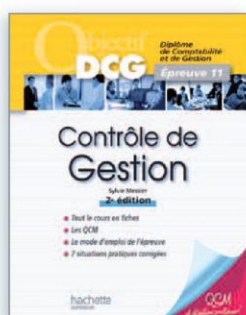
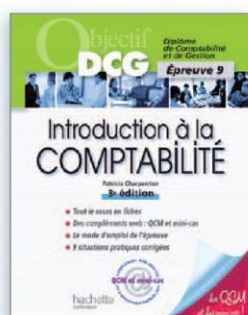
Pour le CA
Philippe Berthollet

Objectif DCG

TOUT LE COURS
EN FICHES



L'objectif, c'est le DCG !



- Des QCM pour réviser
- Un mode d'emploi pour chaque épreuve
- Des situations pratiques pour s'entraîner

**Tous les ouvrages de cette collection
sont disponibles en librairie**

hachette
SUPÉRIEUR

QCM
et situations pratiques !

Veille documentaire : réglementation relative aux examens

Conventions de stage

NOR : MENS1429422A
arrêté du 29-12-2014 - J.O. du 10-2-2015
MENESR - DGESIP A1-1

Vu code de l'éducation, notamment articles L. 124-1 à L. 124-20 et D. 124-5

Article 1 - Les établissements d'enseignement et organismes de formation dispensant des formations des niveaux III à I peuvent élaborer, en concertation avec les organismes d'accueil intéressés, une convention de stage sur la base de la convention-type telle qu'annexée au présent arrêté.

Article 2 - La directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 29 décembre 2014

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle,
Simone Bonnaïfous

Annexe

[Convention de stage](#)



Annexe
Convention de stage

LOGO DE L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

OU DE L'ORGANISME DE FORMATION

Année universitaire :

Convention de stage entre

Nota : pour faciliter la lecture du document, les mots « stagiaire », « enseignant référent », « tuteur de stage », « représentant légal », « étudiant » sont utilisés au masculin.

1 - L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT OU DE FORMATION Nom : Adresse : Représenté par (signataire de la convention) : Qualité du représentant : Composante/UFR : mél : Adresse (si différente de celle de l'établissement) :	2 - L'ORGANISME D'ACCUEIL Nom : Adresse : Représenté par (nom du signataire de la convention) : Qualité du représentant : Service dans lequel le stage sera effectué : mél : Lieu du stage (si différent de l'adresse de l'organisme) :
--	---

3 - LE STAGIAIRE

Nom : Prénom : Sexe : F ☐ M ☐ Né(e) le : ____ / ____ / ____

Adresse :

.....

mél :

INTITULÉ DE LA FORMATION OU DU CURSUS SUIVI DANS L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET VOLUME HORAIRE (ANNUEL OU SEMESTRIEL) :

SUJET DE STAGE

Dates : Du au

Représentant une durée totale de nombre de semaines / de mois (rayer la mention inutile).

Et correspondant à jours de présence effective dans l'organisme d'accueil.

Répartition si présence discontinue : nombre d'heures par semaine ou nombre d'heures par jour (rayer la mention inutile).

Commentaire :

ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT Nom et prénom de l'enseignant référent : Fonction (ou discipline) : mél :	ENCADREMENT DU STAGIAIRE PAR L'ORGANISME D'ACCUEIL Nom et prénom du tuteur de stage : Fonction : mél :
--	---

Caisse primaire d'assurance maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile du stagiaire sauf exception) :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

Article 2 – Objectif du stage

Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant(e) acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.

Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

ACTIVITÉS CONFIEES :

.....

COMPÉTENCES À ACQUÉRIR OU À DÉVELOPPER :

.....

Article 3 – Modalités du stage

La durée hebdomadaire de présence du stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de heures sur la base d'un temps complet/temps partiel (rayer la mention inutile).

Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, préciser les cas particuliers :

Article 4 – Accueil et encadrement du stagiaire

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages. Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement.

L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer.

Toute difficulté survenue dans la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

MODALITÉS D'ENCADREMENT (visites, rendez-vous téléphoniques, etc.)

.....

Article 5 – Gratification - Avantages

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L4381-1 du Code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 13,75 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L241-3 du Code de la Sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport.

L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.

(Article 5 suite) En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.

La durée donnant droit à gratification s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du/de la stagiaire dans l'organisme.

LE MONTANT DE LA GRATIFICATION est fixé à €
par heure / jour / mois (rayer les mentions inutiles)

Article 5 bis – Accès aux droits des salariés – Avantages (organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du Code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.

Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du Code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L. 3261-2 du même code.

Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du Code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS :

.....

Article 5ter – Accès aux droits des agents - Avantages (Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises) :

Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public et qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.

Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

AUTRES AVANTAGES ACCORDÉS :

.....

Article 6 – Régime de protection sociale

Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de Sécurité sociale antérieur.

Les stages effectués à l'étranger sont signalés préalablement au départ du stagiaire à la Sécurité sociale lorsque celle-ci le demande.

Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

6-1 Gratification d'un montant maximum de 13,75 % du plafond horaire de la sécurité sociale :

La gratification n'est pas soumise à cotisation sociale.

Le stagiaire bénéficie de la législation sur les accidents de travail au titre du régime étudiant de l'article L. 412-8 2° du Code de la Sécurité sociale.

En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours d'activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins du stage et pour les étudiants en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier pendant le stage effectué dans les conditions prévues au b du 2° de l'article L. 418-2, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse primaire d'assurance maladie ou la caisse compétente (voir adresse en page 1) en mentionnant l'établissement d'enseignement comme employeur, avec copie à l'établissement d'enseignement.

6.2 – Gratification supérieure à 13,75 % du plafond horaire de la Sécurité sociale :

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 13,75 % du plafond horaire de la Sécurité sociale. L'étudiant bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L. 411-1 et suivants du code de la Sécurité sociale. En cas d'accident survenant au stagiaire soit au cours des activités dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse primaire d'assurance maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

6.3 – Protection maladie du/de la stagiaire à l'étranger

1) Protection issue du régime étudiant français

- pour les stages au sein de l'Espace économique européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un Etat de l'Union européenne, ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse, ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas, cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte européenne d'assurance maladie (CEAM).
- pour les stages effectués au Québec par les étudiant(e)s de nationalité française, l'étudiant doit demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université) ;
- dans tous les autres cas les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité sociale étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français. Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture maladie en vertu du droit local (voir 2° ci-dessous).

2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil

En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

☐ OUI : cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français.

☐ NON : la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant).

Si aucune case n'est cochée, le 6.3 – 1 s'applique.

6.4 Protection accident du travail du stagiaire à l'étranger

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :

- être d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses ;
- ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise dans la limite de 13,75 % du plafond horaire de la sécurité sociale (cf. point 5), et sous réserve de l'accord de la Caisse primaire d'assurance maladie sur la demande de maintien de droit ;
- se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;
- se dérouler exclusivement dans le pays d'accueil étranger cité.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement d'enseignement qui doit en être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :

- dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures du stage ;
- sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le

(6.4 suite)

territoire étranger et le lieu du stage ;

- dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire et obligatoirement par ordre de mission ;
- lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date du début du stage) ;
- lors du dernier trajet de retour depuis sa résidence durant le stage à son domicile personnel.

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4-1/ n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage à couvrir le/la stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) Dans tous les cas :

- si l'étudiant est victime d'un accident de travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement ;
- si l'étudiant remplit des missions limitées en-dehors de l'organisme d'accueil ou en-dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

Article 7 – Responsabilité et assurance

L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.

Pour les stages à l'étranger ou outre-mer, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique...) et un contrat d'assurance individuel accident.

Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitter de la prime y afférente.

Article 8 – Discipline

Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil.

Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.

En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

Article 9 – Congés – Interruption du stage

En France (sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public), en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente à celle prévues pour les salariés aux articles L. 1225-16 à L. 1225-28, L. 1225-35, L. 1225-37, L. 1225-46 du Code du travail.

Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois et dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

NOMBRE DE JOURS DE CONGÉS AUTORISÉS / ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage :

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courrier.

Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties à la convention et à l'enseignant référent. Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement. En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la

(Article 9 suite)

réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.

Un avenant à la convention pourra être établi en cas de prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois). En cas de volonté d'une des trois parties (organisme d'accueil, stagiaire, établissement d'enseignement) d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Article 10 – Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.

Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Article 11 – Propriété intellectuelle

Conformément au Code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

FAIT À LE.....

POUR L'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

Nom et signature du représentant de l'établissement

.....

STAGIAIRE (ET SON REPRÉSENTANT LÉGAL LE CAS ÉCHÉANT)

Nom et signature

.....

L'enseignant référent du stagiaire

Nom et signature

.....

Fiches à annexer à la convention :

• Attestation de stage (page suivante)

• Fiche stage à l'étranger (pour informations sécurité sociale voir site cleiss.fr, pour fiches pays voir site diplomatie.gouv.fr)

• Autres annexes (le cas échéant)

Article 12 – Fin de stage – Rapport – Évaluation

1) **Attestation de stage** : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'art. L. 351-17 du Code de la Sécurité sociale ;

2) **Qualité du stage** : à l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.

Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement un document dans lequel il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) **Évaluation de l'activité du stagiaire** : à l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant référent/ou préciser si fiche annexe ou modalités d'évaluation préalablement définies en accord avec l'enseignant référent)

4) **Modalités d'évaluation pédagogiques** : le stagiaire devra (préciser la nature du travail à fournir – rapport, etc.- éventuellement en joignant une annexe)

NOMBRE D'ECTS (le cas échéant) :

.....

.....

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

Article 13 – Droit applicable – Tribunaux compétents

La présente convention est régie exclusivement par le droit français.

Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

POUR L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom et signature du représentant de l'organisme d'accueil

.....

Le tuteur de stage de l'organisme d'accueil

Nom et signature

.....

@ Attestation de stage

LOGO DE L'ORGANISME D'ACCUEIL

ATTESTATION DE STAGE
à remettre au stagiaire à l'issue du stage

ORGANISME D'ACCUEIL

Nom ou Dénomination sociale :

Adresse :

.....

☎ mél :

Certifie que

LE STAGIAIRE

Nom : Prénom : Sexe : F ☐ M ☐ Né(e) le : ____/____/____

Adresse :

.....

☎ mél :

ETUDIANT EN (intitulé de la formation ou du cursus de l'enseignement supérieur suivi par le ou la stagiaire) :

.....

AU SEIN DE (nom de l'établissement d'enseignement supérieur ou de l'organisme de formation) :

.....

a effectué un stage prévu dans le cadre de ses études

DURÉE DU STAGE

Dates de début et de fin du stage : Du JJ/MM/AAAA au JJ/MM/AAAA

Représentant une durée totale de nombre de semaines / de mois (rayer la mention inutile).

La durée totale du stage est appréciée en tenant compte de la présence effective du stagiaire dans l'organisme, sous réserve des droits à congés et autorisations d'absence prévus à l'article L.124-13 du code de l'éducation (art. L.124-18 du code de l'éducation). Chaque période au moins égale à 7 heures de présence consécutives ou non est considérée comme équivalente à un jour de stage et chaque période au moins égale à 22 jours de présence consécutifs ou non est considérée comme équivalente à un mois.

MONTANT DE LA GRATIFICATION VERSÉE AU STAGIAIRE

Le stagiaire a perçu une gratification de stage pour un montant total de €

L'attestation de stage est indispensable pour pouvoir, sous réserve du versement d'une cotisation, faire prendre en compte le stage dans les droits à retraite. La législation sur les retraites (loi n°2014-40 du 20 janvier 2014) ouvre aux étudiants dont le stage a été gratifié la possibilité de faire valider celui-ci dans la limite de deux trimestres, sous réserve du versement d'une cotisation. La demande est à faire par l'étudiant dans les deux années suivant la fin du stage et sur présentation obligatoire de l'attestation de stage mentionnant la durée totale du stage et le montant total de la gratification perçue. Les informations précises sur la cotisation à verser et sur la procédure à suivre sont à demander auprès de la Sécurité sociale (code de la Sécurité sociale art. L.351-17 – code de l'éducation art. D.124-9).

FAIT À LE

Nom, fonction et signature du représentant
de l'organisme d'accueil

Revue de presse

REVUE FRANCAISE DE COMPTABILITE

<http://www.experts-comptables.fr/sites/default/files/asset/document/482som.pdf>

N° 482 ■ Décembre 2014 **Sommaire**

Synthèse

DROIT FISCAL

Les conséquences de la disparition du régime du bénéfice mondial consolidé (BMC) : quand la principale victime remporte une étape à 366 millions d'euros 3

DROIT SOCIAL

Rupture conventionnelle : à quel moment peut-on la négocier ? 4

PROCÉDURE CIVILE

Introduction de la class action en droit français 5

DROIT COMPTABLE

Les sites de droit comptable de l'Ordre des experts-comptables et de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes 6

EXPERTISE JUDICIAIRE

La mission de tiers évaluateur de l'article 1843-4 du code civil 8

NORMES INTERNATIONALES

Le projet de l'IASB sur l'évaluation des titres cotés 10

AUDIT

- Les impacts des mesures de simplification et de sécurisation de la vie des entreprises sur la mission du commissaire aux comptes 12
- Les exigences européennes relatives à la formation des contrôleurs légaux 13

RÉGULATION FINANCIÈRE

Les recommandations de l'IFAC au G-20 14

LES COMPTES D'UNE ENTITÉ

Eiffage : des comptes caractérisés par l'importance des concessions 16

LE POINT SUR

L'efficacité informationnelle des marchés (3) : les bulles spéculatives 18

LE MÉMOIRE DU MOIS

Les événements postérieurs à la clôture 19

CHIFFRES ET MOTS

Le congrès de Lyon 22

RÉGLEMENTATION PROFESSIONNELLE

La réglementation au cœur de l'avenir de la profession 24

EXERCICE PROFESSIONNEL

- La profession à la conquête de nouveaux marchés 28
- Les cabinets face au défi de l'adaptation au changement 31
- Un marché de particuliers riche en opportunités 34
- Les experts-comptables sous l'œil de leurs clients 36
- L'extension d'internet dans l'activité des cabinets d'expertise comptable 37

Réflexion

RETRAITES

La retraite des artisans et commerçants : les infortunes de la spécificité 40

VIE DES CABINETS

L'ambidextrie organisationnelle : un nouvel atout pour les cabinets d'expertise compétitifs 44

ORGANISMES DE GESTION AGRÉÉS

40 ans de Centres et d'Associations de Gestion Agréés 50

DROIT COMPTABLE

Les adaptations sectorielles du plan comptable général : Présentation et validité au regard de l'évolution du droit comptable 54

Une entreprise/un homme

RTE se transforme pour accompagner la transition énergétique 59

Dossier spécial

69^e CONGRÈS

EDITORIAL

69^e congrès de Lyon 21



Meilleurs vœux



Le Comité de rédaction de la RFC vous adresse tous ses vœux de bonheur pour la nouvelle année.

Il espère que la pertinence, la diversité et l'originalité des sujets traités constituent une source féconde pour vos travaux.

Il souhaite enfin que cet outil de doctrine pour la profession soit ouvert à tous et vous invite donc à lui soumettre des thèmes à aborder et des articles, fruits de vos réflexions.

Pierre-Alain MILLOT
Rédacteur en chef

Dominique NECHELIS
Rédactrice en chef adjointe

Synthèse

DROIT SOCIAL

Egalité de traitement : l'employeur peut-il encore fixer discrétionnairement les salaires ? 3

DROIT DES AFFAIRES

Le fonds de commerce 4

COMPTABILITÉ

La comptabilisation des carrières et des redevances de forage (à propos du règlement ANC 2014-05) 5

AUDIT

Distribution d'un acompte sur dividendes 7

RETRAITES

L'information des parlementaires sur les retraites, jointe au PLFSS 8

DIPLOME D'EXPERTISE COMPTABLE

- Corrigé de la première épreuve du DEC (novembre 2014 - partie EC) 9
- Corrigé de la première épreuve du DEC (novembre 2014 - partie CAC) 11

LES COMPTES D'UNE ENTITÉ

AT&T Inc : comptes consolidés 2013 14

LE POINT SUR...

L'efficacité informationnelle des marchés (4) : les sages et les fous 16

Dossier spécial

RSE

CHIFFRES ET MOTS

Notre écot à l'écologie : les éco-contributions 17

EXERCICE PROFESSIONNEL

L'expert-comptable face aux obligations environnementales, sociales et sociétales des entreprises 19

INFORMATION EXTRA-FINANCIÈRE

- Le développement durable comme concept de performance ? Le cas de l'Allemagne 21
- Les impacts de la directive RSE sur les entités françaises 26

COMPTABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

- Vers une vraie comptabilité environnementale 27
- Le modèle comptable CARE/TLS : une brève introduction 31
- Application pratique de la méthode CARE® 35
- La méthode IDEA comme base d'application du modèle CARE 36
- Le groupe Kering ouvre la voie à la comptabilité environnementale 38

Réflexion

COMPTABILITÉ

Réflexions sur l'inscription des éléments incorporels à l'actif du bilan des coopératives agricoles 40

DROIT FISCAL

L'Expert-Comptable face à l'Association d'Avocats à Responsabilité Professionnelle Individuelle (AARPI) 45

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Convocation devant le président du Tribunal de Commerce ou le droit d'alerte du président du Tribunal de Commerce 49

EPARGNE SALARIALE

L'épargne salariale : comment la réformer efficacement ? 52

Une entreprise/un homme

Comment être un investisseur responsable et rentable ? 56



Synthèse

DROIT FISCAL

La TVA et le rescrit transfrontalier - CBR	3
--	---

DROIT SOCIAL

La généralisation de la complémentaire santé	5
--	---

AUDIT

• Les NEP sont-elles réellement semblables aux ISA ?	6
• Revue des travaux du co-commissaire aux comptes	7

NORMALISATION COMPTABLE

• Vers l'introduction d'analyses d'impact dans le processus d'élaboration des normes IFRS	8
• Un colloque de l'Académie des sciences et techniques comptables et financières : une étape franchie dans la gouvernance des normes européennes de comptabilité	10

DROIT DES AFFAIRES

Pratiques anticoncurrentielles : des sanctions pécuniaires en clair-obscur	12
--	----

EXPERTISE JUDICIAIRE

Activité expertale et inscription à l'Ordre	13
---	----

LE POINT SUR

L'efficacité informationnelle des marchés (5) : de l'investissement socialement responsable à une régulation socialement responsable	14
--	----

MÉMOIRE DU MOIS

Comment évaluer la vigne en IFRS ?	15
------------------------------------	----

Dossier spécial

PATRIMOINE ET DIRIGEANTS

CHIFFRES ET MOTS

La richesse des français et la fiscalité du patrimoine	16
--	----

EVALUATION

• Le prix, la valeur et... le fisc	18
• L'utilisation adéquate de la méthode DCF dans la valorisation de droits démembrés de parts de SCI	20

DROIT FISCAL

Rémunération des dirigeants de sociétés et taxe sur les salaires	24
--	----

ASSURANCE-VIE

• Les pièges de la clause bénéficiaire	28
--	----

• Assurance-vie : la clause bénéficiaire démembrée	29
• Les primes manifestement exagérées	32

INGÉNIERIE PATRIMONIALE

• Immobilier en démembrement : une arme pour le patrimoine privé et professionnel	35
• Que faire des excédents de trésorerie de l'entreprise en 2015 ?	37

DROIT PÉNAL

La responsabilité pénale en matière de conseil en gestion de patrimoine	39
---	----

HISTOIRE

• La famille et le patrimoine dans le Code Napoléon	40
• Le démembrement de propriété dans la littérature balzacienne	41

Réflexion

NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES

Les impacts potentiels d'IFRS 9 sur l'investissement et le financement de long terme	43
--	----

DROIT FISCAL

Problématiques comptables et fiscales liées à la détention d'œuvres d'art	47
---	----

DOCTRINE COMPTABLE

Fusions et opérations assimilées : les réponses de la Commission des études comptables de la CNCC	51
---	----

RETRAITES

Les retraites complémentaires Arco-Agirc, du passé à l'avenir	55
---	----

Une entreprise/un homme

De filiale du groupe Bosch à ETI : comment Bosch rexroth fluidtech est devenue Aventics	60
---	----



Synthèse

DROIT SOCIAL

- La durée minimum de 24 heures pour les salariés à temps partiel : où en est-on ? 3
- L'assujettissement des dividendes à charges sociales : un dossier sans fin ? 4

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Les arguments en faveur d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire pour restructurer efficacement une entreprise en difficulté 6

NORMALISATION COMPTABLE

Le cadre conceptuel des comptes publics 8

RÉGULATION FINANCIÈRE

Comptes IFRS 2014 : les recommandations de l'AMF et de l'ESMA 10

AUDIT

- Améliorer la coopération entre l'audit interne et l'audit externe 12
- Rachat par une société non cotée de ses propres actions 13

RETRAITES

La réforme des droits familiaux à la retraite 14

LE POINT SUR

L'efficacité informationnelle des marchés (6) : risques et incertitude 16

Dossier spécial

ASSOCIATION ET MÉCÉNAT

CHIFFRES ET MOTS

Une contribution volontaire au secours de Saint Martin : un exemple d'utilisation de la législation sur le mécénat 17

DROIT FISCAL

- Fiscalité des associations : le piège de la non-lucrativité 22
- Une association non fiscalisée est-elle totalement exonérée d'impôt sur les sociétés ? 24
- Application du régime spécial aux fusions d'associations 25

DROIT SOCIAL

Bénévolat : opportunités et risques pour les associations 27

FINANCEMENT

Utilisation du financement participatif ou crowdfunding pour la collecte de fonds 28

MÉCÉNAT

- L'intérêt du mécénat pour les mécènes. L'apport de l'expert-comptable 30
- La charte du mécénat culturel 31
- Mécénat et risque pénal 33
- Mécénat et collectivités territoriales 35

FONDATION

La Fondation de France 37

LE MÉMOIRE DU MOIS

La démarche d'audit dans le secteur associatif médico-social 39

Réflexion

SECTEUR PUBLIC

Les normes professionnelles de la Cour des comptes et des chambres régionales et territoriales des comptes 40

RÉGULATION FINANCIÈRE

Les 7 points majeurs d'audit à prendre en compte pour le cycle d'audit 2014 45

DIPLÔME D'EXPERTISE COMPTABLE

Le diplôme d'expertise comptable : retour d'expérience et stratégie de réussite 49

Une entreprise/un homme

Des lunettes accessibles pour tous 52



<http://rfcomptable.grouperf.com/revue>

<http://rfcomptable.grouperf.com/revue>

DECEMBRE 2014 - n°422

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ

Audit/Comptabilité - Impact d'une clause de garantie sur le prix d'achat de titres

Audit/Comptabilité - FEC et expertise comptable

Fiscalité - Projet de deuxième loi de finances rectificative 2014

Social - Le nouveau compte personnel de prévention de la pénibilité

Social - Les apports du décret « DSN phase 2 »

Social - Frais de santé : nouveautés sur « les contrats responsables »

Juridique - Information des salariés en cas de cession d'entreprise

Juridique - Acceptation implicite de l'administration

PRATIQUE COMPTABLE

L'acquisition d'un gîte de carrière s'analyse comme un stock

IFRS

Locations immobilières en IFRS : franchise de loyer et renégociation du bail en cours

Recommandation de l'AMF pour l'arrêté des comptes : points clés

PROFESSION

Lutter contre l'exercice illégal de l'expertise comptable

Les métiers du chiffre « au beau fixe »

DOSSIER DU MOIS : DÉTERMINEZ VOS AMORTISSEMENTS

Introduction

1 Le plan d'amortissement

2 Les modifications du plan d'amortissement

3 Les immobilisations décomposables

4 L'utilisation et la comptabilisation de l'amortissement dérogatoire

5 L'amortissement des immobilisations dépréciées

CHIFFRES

VOS QUESTIONS

Réduction de prix après cession du bien

LA QUESTION DU NET

Assurance licenciement

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ

Audit/comptabilité - Perte à terminaison dans un contrat à long terme
Audit/comptabilité - Conditions de nomination du CAC suppléant
Fiscal - Régime mère-fille : précisions jurisprudentielles
Fiscal - Provision pour plans d'option d'achats d'actions
social - Loi de simplification de la vie des entreprises : volet social
Juridique - Nouveautés pour les assemblées
Juridique - SA : conventions avec une filiale à 100 %

PRATIQUE COMPTABLE

Autoliquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment : modalités pratiques
Frais d'émission d'emprunt
Dépenses de mise en conformité

COMPTES CONSOLIDÉS

Classer les actions de préférence

AUDIT

L'expert indépendant pour le rachat d'actions propres dans les sociétés non cotées

DOSSIER DU MOIS : PARTICIPATION AUX RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE

Introduction

- 1 Principes de la participation aux résultats de l'entreprise
- 2 Évaluation de la réserve de participation
- 3 Enregistrement de la réserve de participation
- 4 Répartition de la réserve et régime fiscal
- 5 Affectation et gestion de la réserve de participation

CHIFFRES

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ

Audit et comptabilité - Obligations comptables et information financière
Audit et comptabilité - Contrôle légal des comptes : transposition de la directive UE
Audit et comptabilité - Référentiel IFRS européen
Audit et comptabilité - Impact d'IFRIC 21 « Taxes »
Fiscalité - FEC : tolérances nouvelles ou prolongées 
Fiscalité - Élargissement et modernisation du droit de communication
SOCIAL - Sécurisation du temps partiel : assouplissements
Juridique - Recouvrer ses créances en justice

COMPTES CONSOLIDÉS

La réévaluation des actifs : une méthode comptable alternative ? 

FISCAL

Simplification du régime de la TVA sur livraisons à soi-même 

PROFESSION

Projet de loi Macron : l'expertise comptable serait modernisée
Appartenance du CAC à un réseau : la démarche d'analyse 

DOSSIER DU MOIS : L'ARRÊTÉ DES COMPTES

Introduction

- 1 Provisions/dépréciations 
- 2 Charges, stocks ou immobilisations ?
- 3 Les avances et indemnités COFACE : autres fonds propres ou dettes ?
- 4 Frais d'émission d'emprunts : comment changer de traitement ?
- 5 Engagements d'indemnités de fin de carrière
- 6 Évaluation de la réserve de participation à la clôture 2014
- 7 La taxe sur les hautes rémunérations
- 8 La prime « dividendes » : faut-il encore la verser ?
- 9 Date de départ pour l'amortissement des coûts de développement
- 10 Sous-activité : charges courantes ou exceptionnelles ?
- 11 Le traitement du CICE : quoi de neuf ?
- 12 Événements postérieurs : modalités de prise en compte
- 13 Les chiffres utiles à la clôture 2014

CHIFFRES

Seuils comptables
Chiffres et indices

VOS QUESTIONS

Tableau des filiales et participations
Logiciels intégrés

LA QUESTION DU NET

Comptabilisation de développements informatiques

PANORAMA DE L'ACTUALITÉ

Comptabilité/audit - Marché non réglementé : audit des comptes en IFRS

Comptabilité/audit - Secret professionnel des commissaires aux comptes

Comptabilité/audit - Document établi par le comité d'audit : signature par le commissaire aux comptes

Comptabilité/audit - Rachat d'actions dans une société non cotée

Fiscal - Utilisation de la créance de CICE

Social - Projet de loi Macron : épargne salariale

Juridique - Structure d'exercice professionnel

PRATIQUE COMPTABLE

L'annexe : quelles entreprises peuvent s'en dispenser ? 🗝

Adaptations sectorielles du PCG : hôtellerie, agences de voyages

FISCAL

Nouveautés de l'imprimé 2059-E

JURIDIQUE

Conventions avec une filiale à 100 % : précisions

AUDIT

CAC et déclaration Éco-Emballages

DOSSIER DU MOIS : LE RAPPORT DE GESTION : GUIDE D'ÉLABORATION V2

Introduction

1 Une obligation d'information à la charge des sociétés

2 Informations sur la vie économique de la société

3 Informations sur la vie juridique de la société

4 Informations sociales, environnementales et sociétales

CHIFFRES

Chiffres et indices

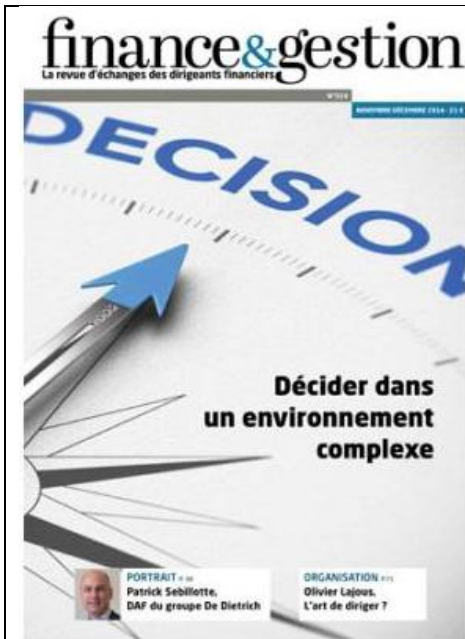
VOS QUESTIONS

Durée d'un plan d'amortissement

Omission d'une annuité d'amortissement

LA QUESTION DU NET

Nouvelle contribution patronale au financement syndical



Novembre-Décembre – N°324

DOSSIER : Décider dans un environnement complexe

ACTUALITE

La croissance passe (aussi) par la RSE ! Jean Volatier
 Comment mettre l'économie des transactions au centre des normes comptables ? Emmanuelle Cordano
 30 ans de prévention des difficultés : un échec ? Marc Chernet
 Le conseil d'administration : la puissance d'un outil de la décision collective, Jean-Florent Rérolle
 Portrait : Patrick Sebillotte De Dietrich

EXPERTISES

Un nouveau cadre pour la comptabilisation du chiffre d'affaires, Annie Mersereau et Sonia Moulinier
 L'art de diriger ? Olivier Lajous



Janvier 2015 – N°325

DOSSIER : DAF-DRH, un partenariat de valeur

ACTUALITE

Piloter la liquidité de l'entreprise : une gestion court termiste ? Dominique Chesneau et Denis Molho
 La gestion des liquidités, un enjeu de relation client pour les acteurs bancaires
 Financium 2014 : dépasser la technique pour construire l'avenir
 Trophée du Directeur Financier : trois lauréats, Pierre-jean Sivignon, Sophie Stabile et Bernard Delpit

EXPERTISES

Complémentaire santé : les enjeux de la généralisation Philippe Pacotte et Julie Layat

	Comment le chef d'orchestre éclaire le leadership d'entreprise laure Dykstra
 finance&gestion La revue d'échanges des dirigeants financiers DOSSIER : Transmission d'entreprise, réussir son projet LE MOT DU PRÉSIDENT DE LA DFCG Liberté d'expression et associations professionnelles JE SUIS CHARLIE	Février 2015 – N°326 DOSSIER : Transmission d'entreprise, réussir son projet ACTUALITE Une enquête mondiale sur le climat des affaires, John Graham et Philippe Dupuy Pourquoi le cloud va se généraliser dans nos entreprises, Jean de Sigy EXPERTISES Indemnités de départ en retraite : où en est le débat sur le turnover ? Christophe Marion La performance n'attend pas le nombre des années, Bureau de contrôle de gestion DFCG Ethique et fiscalité : quelle est la limite à ne pas franchir ? Michel Taly Contrôle de gestion et performance publique : le cas des universités Marie Boitier et Anne Rivière



Numéro 154 - Janvier 2015
"Enjeux et dimensions du management public".

La modernisation des politiques et des administrations publiques françaises semble incontournable. S'il est possible d'utiliser les méthodes du management privé, reste à bien différencier la finalité d'une action publique, qui a pour objectif une meilleure efficacité, de celle d'une entreprise.

ENJEUX ET DIMENSIONS DU MANAGEMENT PUBLIC

Quel management public ? Patrick Gibert

L'évolution de la gestion publique des ressources humaines, Véronique Chauvet

Le contrôle de gestion dans les organisations publiques : une gageure ? Alain Burlaud et Stéphanie Chatelain-Ponroy

L'efficacité et l'action publique ? Le cas du développement durable, Gérald Orange

Les politiques publiques en matière de tourisme, Jacques Spindler

Du contrôle à l'évaluation de l'action publique, Entretien avec Danièle Lamarque

LA PME DANS TOUS SES ETATS

Résumés des conférences et des ateliers des Journées Nationales du Management d'octobre 2014 dédiées à la PME

EN PRATIQUE

La démarche projet en STMG et STS, Entretien avec Michèle Villiermaux et Sylvie Weibel

PERSPECTIVES

Écoles supérieures du management, quelles perspectives ? Entretien avec Isabelle Barth

Mensuel N° 265 - décembre 2014

Dossier : L'art de négocier

Ce que négociateur veut dire, Christian Thuderoz
Négociation : mode d'emploi, Points de repères
Biens collectifs mondiaux l'accord impossible, Auriane Guilbaud
Les barrières culturelles, un mythe ? Yves Schemeil

Actualité de la recherche

Violence verbale , les profs en première ligne, Christine Leroy
Pourquoi former les seniors ? Maud Navarre
Travail, loisirs, famille, les Français veulent tout concilier, Renaud Chartoire
Les salaires suivent-ils la productivité, Renaud Chartoire



Mensuel N° 266 - janvier 2015

Dossier : Les grandes questions de notre temps

Monde
Vers un nouvel âge de la globalisation ? Pierre-Noël Giraud
La démocratie survivra-t-elle au 21^{ème} siècle ? Christophe Bouillaud

Société
Comment construire une société de confiance ? Yann Algan
Pourquoi les inégalités augmentent-elles ? Céline Bagault
Faut-il craindre le gouvernement des juges ? Patrice Rolland
A quoi sert encore l'école ? Maud Navarre
Peut-on se passer d'autorité ? Pierre Henri Tavoillot
L'économie du partage , une alternative au capitalisme, Jean-François Dortier

Individu
S'épanouir au travail, une utopie ? Jean-François Dortier

Sciences et culture
Quelle régulation pour le web ? Fabien Trécourt





Mensuel N° 267 - février 2015

Dossier : Inégalités : pourquoi elles s'accroissent, comment les combattre ?

Le capital selon Thomas Piketty, Renaud Chartoire
 Les inégalités en chiffres
 La discrimination positive, une solution d'avenir ? Fabien Trécourt

Actualité de la recherche

Les inspections ont-elles un effet sur les enseignants ?
 Christine Leroy
 Le bonheur est dans les TPE
 L'obsolescence programmée : quel impact écologique,
 Flora Yacine



Mensuel N° 268 - mars 2015

Dossier : La motivation

La motivation. D'où vient-elle ? Comment motive autrui ?
 Dossier coordonné par Héloïse Lhérété
 D'où vient la motivation ? Fabien Fenouillet
 Cinq questions clés sur la motivation. Alain Lieury
 Peut-on susciter le désir d'apprendre ? Philippe Meirieu

Actualité de la recherche

Les MOOCs, ça marche ? Chritine Leroy
 Qui sont les nouveaux immigrés ? Florine Galéron

SIC 335 - Décembre 2014

<http://www.experts-comptables.fr/sites/default/files/asset/document/sic335decembre2014.pdf>

SOMMAIRE



3. EDITORIAL

8. LES PLÉNIÈRES

Face à un monde qui change, les experts-comptables à l'offensive !

10 Bercy et la profession dans un partenariat gagnant-gagnant

12 Des exemples de cabinets qui ont osé le changement

14. LES GRANDES CONFÉRENCES

La réglementation ouvre de nouvelles perspectives

16 De l'art de manager le changement

18. LES CONFÉRENCES

Etre une profession proactive dans la réglementation

20 Nos marchés, nos missions : inventer et réinventer

26 Nos cabinets : s'adapter ou disparaître

...30 Assemblée générale de l'Ordre



SOMMAIRE

12. FOCUS

Les métiers de l'expertise comptable : on en parle !

Le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables dispose désormais d'une large gamme d'outils pour présenter la profession, le métier, et les études d'expertise comptable.

3. ÉDITORIAL

6. EN BREF

8. **RENCONTRE**
Vincent Ricordeau
co-fondateur
de Lendopolis

14. **VIE DE L'ORDRE**
Experts-comptables.fr :
l'exercice
professionnel
par le menu

16. Coopération
internationale :
les relations
avec la région
Amérique latine/
Caraïbes

18. Club fiscal : les journées
annuelles 2014

20. 97^e Congrès des maires
et présidents
de communautés
de France

21. Le 1^{er} Rendez-vous
du marketing

50. **A LIRE**
DANS LA RFC
Dossier spécial
« entreprises
en difficulté »



p. 13



p. 14



p. 50

EXERCICE PROFESSIONNEL

23. La "phase 2" avec le volet Urssaf de la DSN
24. Fin de sursis pour les factures annuelles à paiement échelonné
26. Le compte pénibilité : les principales questions
27. Régime des sociétés mères et filiales : les dernières précisions
28. Evolution des règles d'accessibilité pour les cabinets d'expertise comptable recevant du public
30. Activité expertale et inscription à l'Ordre
32. EDI-TDFC vers Banque de France : une démarche simplifiée et sécurisée
34. Un nouveau partenariat entre Infodoc-experts et LexisNexis
35. Retour sur la 5^e Journée de l'évaluation de la CNCC
36. 6^e Journée de la prévention
37. Vade-mecum de l'intelligence économique
38. Simplification de la vie des entreprises
40. Les missions de l'expert-comptable et le financement participatif (crowdfunding)
42. Le fichier des écritures comptables : retour sur cette mesure, un an après !

actus des régions

44. Orléans - 46. Aquitaine - 48. Paris Ile-de-France

SOMMAIRE

10. FOCUS

Loi de finances 2015 et collectif budgétaire

Des mesures sous contraintes budgétaires et communautaires.

3. ÉDITORIAL

6. EN BREF

8. 5 QUESTIONS À
Emmanuel Macron
Ministre de l'Economie,
de l'Industrie
et du Numérique



p. 16

14. VIE DE L'ORDRE
Experts-comptables.fr :
zoom sur l'espace dédié
aux missions

16. La 5^e cérémonie
du DEC : incroyable !



p. 26

18. Bibliobaseonline :
accès privilégié
aux stagiaires !

19. Journée annuelle
du Club social :
un beau succès

20. Compte-rendu
de la 394^e session
du Conseil supérieur

22. Élections dans
les Conseils régionaux :
les objectifs des
nouveaux présidents



p. 36

50. A LIRE
DANS LA RFC
Dossier spécial « RSE »

EXERCICE PROFESSIONNEL

26. Conditions d'exercice de la profession : vos questions, nos réponses !
28. Sécurité sociale et lois de finances : les principales mesures sociales
30. Professions libérales : actualité fiscale
32. Arrêté des comptes 2014 : les points d'attention
34. Le compte personnel de formation
35. Livraison à soi-même : où en est-on ?
36. Le BIS et le NIR pour une DSN sereine !
37. EDHR, soyez prêts !
38. Le mémoire d'expertise comptable : une tradition et une richesse
40. Calendrier 2015 des déclarations des éco-contributions
41. Assises 2014 de la CNCC
42. La retraite complémentaire Cavec

actus des régions

44. Pays de Loire - 46. Auvergne - 48. Paris Ile-de-France

Avec les collections **Expert Sup & Express**

trouvez une réponse à chacun de vos besoins

APPRENDRE

**Manuels
et applications
DCG et DSCG**



- Cours complet
- Exemples
- Tableaux et schémas
- Exercices d'application
- Corrigés à la fin du manuel ou dans le livre *Corrigés du manuel*

S'ENTRAÎNER

**Tout
l'entraînement
DCG**



- Rappel de cours
- Tests de connaissances
- Exercices d'application
- Cas de synthèse
- Corrigés détaillés

VÉRIFIER

**QUIZ
en ligne
DCG**



400 questions minimum par épreuve :

- QCM, vrai/faux, schémas à compléter...
- Corrigés détaillés et commentés
- Scoring et suivi de la progression

www.quiz-dcg-dscg.com

RÉVISER

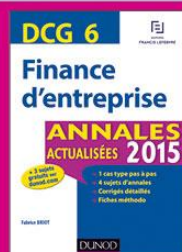
**Express
DCG**



- Principes clés
- Synthèses de cours
- Exercices d'application corrigés

PRÉPARER L'EXAMEN

**Annales
actualisées
DCG**



- 1 sujet « pas à pas »
- 4 sujets d'annales actualisés
- Corrigés détaillés
- Fiches méthodo et conseils

www.dunod.com



Correspondants par thème

Le correspondant par thème sera chargé de centraliser les questions éventuelles et d'y apporter si possible une réponse en coordination avec le CA.

Intitulés	Correspondant	email
Comptabilité et Droit fiscal	Christian Konkuyt	ckonkuyt@yahoo.fr
Enseignements juridiques	Laure Bataille	laure.bataille1@ac-caen.fr
Économie et management	Françoise Calmels	fr.calmels@orange.fr
Finance	Annelise Couleau-Dupont	annelise.couleau-dupont@laposte.net
Systèmes d'information	Philippe Berthollet	berthollet.philippe@orange.fr
Contrôle de gestion	Claude Alazard	claudala@dbmail.com
Anglais	Roseline Leroux	roseline.leroux@wanadoo.fr
Relations professionnelles	Pascal Lainé	Pascal.laine@wanadoo.fr
DSCG	Claude Alazard	claudala@dbmail.com
VAE	Elise Grosjean	elise.grosjean@ac-lille.fr

FontainePicard

pour la réussite de vos étudiants

> DCG

Parution Avril 2015



Économie - Réf. UE5



Ouvrage bimédia :

- accès gratuit à une version numérique de l'ouvrage
- des ressources associées
- des documents nouveaux ou actualisés pendant l'année 2015/2016



Introduction à la comptabilité	- Réf. UE9	Édition 2015
Comptabilité approfondie (conforme au plan comptable 2014)	- Réf. UE10	Édition 2015
Droit fiscal (À jour de la dernière loi de finances 2015)	- Réf. UE4	Édition 2015
Systèmes d'information et de gestion	- Réf. UE8	Édition 2015
Introduction au droit	- Réf. UE1	Édition 2014
Droit des sociétés	- Réf. UE2	Édition 2014
Droit social	- Réf. UE3	Édition 2014
Management	- Réf. UE7	Édition 2014

> Diplômes Universitaires de Gestion



- Ouvrage couvrant les modules M12 03 et M22 03 du DUT GEA (PPN2013)
- TVA 2014

Comptabilité générale - Réf. DUGCG



Analyse financière et comptabilité de gestion - Réf. GEAAP

FontainePicard
Tél : 04 74 50 41 70



Toutes les informations
et nos parutions sur
www.fontainepicard.com

Conseil d'administration 2014 - 2015

Nom	Prénom	Fonction	Etablissement	Adresse mail
COULEAU-DUPONT	Annelise	Présidente Bureau <i>Relations avec les institutions</i>	Lycée H d'Estienne d'Orves 13 avenue H. d'Estienne d'Orves 06050 NICE Cedex1	annelise.coulea u- dupont@laposte .net
BATAILLE	Laure	Vice-présidente Bureau <i>Formalités juridiques- Comité d'organisation de la journée de formation</i>	Lycée Jean Rostand 98 route d'IFS 14000 CAEN	laure.bataille1 @ac-caen.fr
ALAZARD	Claude	Trésorière Bureau <i>Gestion des adhésions – Comité d'organisation de la journée de formation</i>	Lycée J-P Vernant 21 rue du DrLedermann 92310 SEVRES	claudala@dbma il.com
GROSJEAN-LECCIA	Elise	Trésorière adjointe Bureau <i>Gestion des inscriptions aux manifestations</i>	Lycée Gaston Berger Avenue Gaston Berger 59016 Lille	elise.grosjean@ ac-lille.fr
CALMELS	Françoise	Secrétaire Bureau <i>Revue de presse</i>	Lycée Ozenne 9 rue Merly 31070 Toulouse Cedex 7	fr.calmels@oran ge.fr
ALTET	Nathalie	Secrétaire adjointe Bureau <i>Relations partenaires – Insertions publicitaires – Responsable de la charte graphique et de son application</i>	Lycée Robert Schuman 4 rue Monseigneur Pelt 57070 Metz	altet.nathalie@ gmail.com
BERTHOLLET	Philippe	<i>Responsable du site Internet (suivi des contrats avec les prestataires de services - mise à jour du site)</i>	Lycée Les Eaux Claires 7 avenue de Dunkerque 38030 Grenoble cedex	berthollet.phili ppe@orange.fr
TESTE	Marie	<i>Informations aux adhérents – Gestion des contacts - Gestion de la base de données – Modératrice du forum</i>	Lycée La Martinière Duchère 300 avenue Andréï Sakharov 69009 Lyon	marie.teste@cal odi.com
LAINE	Pascal	<i>Communication</i>	Lycée André Malraux 314 rue Jules Massenet 62400 Béthune	pascal.laine@w anadoo.fr
MULLER	François	<i>Modérateur du forum</i>	Lycée Camille Sée Rue Robert Schuman 68000 Colmar	francois.muller @outlook.com
KONKUYT	Christian	Président d'honneur Bureau <i>Edition de la lettre – Commission formation</i>	Lycée Henri Bergson 85 rue de la Barre 49036 Angers	ckonkuyt@yaho o.fr
SOUTENAIN	Jean-François	Président d'honneur Bureau <i>Relations avec les institutions et les prestataires du site Internet</i>	Lycée B.Franklin 21 bis rue E. Vignat 45000 Orléans	jf.soutenain@or ange.fr

Journée de formation du 05.06.2015



Association des Professeurs
des Diplômes de
Comptabilité et de Gestion



Nombre de
places limité à
60.
Inscrivez-vous
rapidement.

Journée de formation : Financer l'entreprise autrement

Rendez-vous : CNCC – 16 rue DE MESSINE – 75008 PARIS

Métro : St Augustin – Miromesnil (ligne 9)

Le vendredi 5 Juin 2015 : 9h15 – 17h00

Programme de la journée :

- 8h45 – 9h15 : Accueil
- 9h15 – 10h40 : Finance islamique : comment les établissements financiers islamiques doivent, avec une gouvernance éthique élargie, financer l'économie réelle ?
Aldo LEVY, Professeur des Universités en Sciences de Gestion, École doctorale Abbé Grégoire, Laboratoire de Recherche Lirsa. Cnam
- 10h40 – 11h00 : Pause
- 11h00 – 12h30 : Reprendre une entreprise : comment la choisir et s'y faire accepter ?
Philippe VAL, directeur général de SERVIPAC-SALAZIE
- 12h30 – 14h00 : Repas
- 14h00 – 15h30 : Le financement participatif ou crowdfunding
Stéphane ONNEE, professeur agrégé des universités, Sciences de Gestion - univ-orleans.fr
- 15h45 – 17h00 : Témoignage sur la plateforme LENDOPOLIS, plate-forme dédiée au prêt rémunéré dans les TPE et les PME, en partenariat avec le CSOEC et le groupe Les Echos
- 17h00 : Fin de la journée

NB : L'inscription est gratuite pour les adhérents. (Prix pour les non-adhérents : 50 €). Les frais de transport et de repas restent à la charge des participants.

Remarque : cette formation est parrainée par le CERPEP. Elle n'ouvre pas droit à un ordre de mission mais à une invitation qui vaut autorisation d'absence auprès de vos établissements.



BULLETIN DE PARTICIPATION

Journée de formation du 5 juin 2015

à retourner avant le 31 mai à :

Elise GROSJEAN-LECCIA 4 rue Harald STAMMBACH
59 290 WASQUEHAL
elise.grosjean@ac-lille.fr

Nom, prénom : _____ Tél : _____

E-Mail : _____@_____

Établissement : _____

Participera à la journée de formation :

☐ OUI ☐ NON

Si oui, déjeuner pris sur place (participation aux frais : 25 € à l'ordre de APDCG) :

☐ OUI ☐ NON

Compte tenu du nombre limité de places, merci d'envoyer votre chèque de participation au repas à titre de validation de votre inscription.

Procédure d'adhésion 2015-2016



Association des Professeurs des
Diplômes de Comptabilité et de Gestion

PROCEDURE D'ADHESION

A compter du 1^{er} janvier 2015, les adhésions à l'association se font uniquement par l'intermédiaire du site de l'association : www.apdgcg.org

Vous êtes déjà adhérent : mettre à jour votre profil chaque fois que les éléments de votre profil évoluent : coordonnées personnelles, établissement, UE prises en charge...

Rubrique « mon compte » / « modifier mes informations »

Vous n'êtes pas encore adhérent :

Sur la page d'accueil, choisir le menu « espace enseignants » puis l'onglet « Inscription ».

Remplir précisément toutes les informations demandées et ne pas oublier de cocher la case en bas de page indiquant précisément que : « Pour être adhérent, il faut être professeur exerçant (ou retraité ayant exercé) en classes préparatoires aux diplômes du cursus de l'expertise comptable dans un lycée public. »

Valider les informations saisies.

Les informations de l'association sont diffusées essentiellement par messagerie électronique.

Les informations renseignées sont destinées exclusivement à l'APDCG et ont pour objet de faciliter la communication entre l'association et ses adhérents. Elles ne seront en aucun cas transmises à des tiers.

Tout adhérent peut exercer, auprès du trésorier, le droit d'accès et de rectification prévu par la loi informatique et libertés du 06/01/78.

Le paiement de l'adhésion peut se faire en ligne par carte bancaire sur le site sécurisé du Crédit Mutuel ou par envoi d'un chèque bancaire ou postal.

Pour payer en ligne :

Choisir l'onglet « adhérer » qui apparaît à droite après validation des informations d'inscription et suivre les consignes.

Attention le non respect des conditions d'inscription conduira l'association à ne pas rembourser le montant de la cotisation versé soit 40 €.

Pour payer par chèque :

Rédiger un chèque de 40 € à l'ordre de l'APDCG à envoyer à l'adresse suivante auquel vous joindrez obligatoirement le coupon de bas de page :

APDCG

16 Sentier des Buats – 92120 MEUDON

e-mail : tresorerie@apdgcg.org

L'adhésion est valide de septembre N à août N+1. L'accès aux ressources est clos le 30 novembre N+1 en cas de non renouvellement d'adhésion.

En conséquence, les paiements reçus avant le 15 juin seront affectés à l'année 2014-2015 ; ceux reçus après le 15 juin seront affectés à l'année 2015-2016.

ADHESION ☐

RENOUVELLEMENT ☐

Mme ☐ M. ☐ Nom : Prénom :

ADRESSE professionnelle :

Lycée : Ville :

J'adhère à l'Association en joignant un chèque de 40 € à l'ordre de l'APDCG

Fait à :

Le :

Signature :